

Arafat se porte mieux; Sharon évoque une possible relance des négociations

Page A 5



Trois jours de sursis pour les otages onusiens

Page A 5

www.ledevoir.com

# LE DEVOIR

VOL. XCV N° 248

LE LUNDI 1<sup>ER</sup> NOVEMBRE 2004

87c + TAXES = 1\$

Vague à l'âme à l'aéroport de Mirabel



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Des employés d'Air Transat lors de leur dernière journée de travail, hier, à Mirabel. À 20h55, elles sont descendues sur la piste de décollage pour saluer l'ultime vol de passagers, le TS-710, à destination de Paris.

## Le rêve évanoui

Plus de 1200 employés de Mirabel s'embarquent pour Dorval; 160 autres se retrouvent sans emploi

BRIAN MYLES

Derrière le comptoir de Tours Mont-Royal (TMR), Catherine Loslier, la «doyenne» de l'aéroport de Mirabel, a dressé une table avec vins et fromages pour souligner la dernière journée de vols avec passagers, mais l'heure n'est pas du tout à la fête. Comme des centaines d'autres employés, Mme Loslier prend ce matin la route de Dorval, tandis que son cœur reste à Mirabel.

Air Transat et Sky Service, les deux dernières compagnies qui offraient des vols avec passagers en provenance et à destination de Mirabel, ont transféré leurs activités à Dorval à partir d'aujourd'hui. Les

employés d'Air Transat sont descendus sur la piste de décollage, hier vers 20h55, pour saluer le tout dernier vol de la compagnie, le TS-710 à destination de Paris. Il pèse maintenant sur Mirabel un silence monastique que seuls d'assourdissants avions de fret viendront briser, à raison d'une centaine de vols hebdomadaires.

Après 19 années de service chez TMR, un grossiste en voyages, Mme Loslier considère l'aéroport de Mirabel comme «une deuxième maison» qu'elle abandonne à reculons. Elle dépeint Dorval comme «un aéroport rapiécé», trop petit, où les grossistes sont empilés les uns sur les autres, et où les clients ne peuvent s'attendre à autre chose qu'à d'interminables files d'attente.

Le buffet vins et fromages, c'est son idée pour

passer cette journée d'une historique tristesse, pour éviter de fondre en larmes à tout moment. «Je suis triste parce que je devrai maintenant faire deux heures de route pour aller travailler. Je suis triste pour tous ces gens expropriés sans raison. Je suis triste parce qu'on n'a jamais construit l'autoroute. Je suis triste parce que l'aéroport de Mirabel était supposé devenir une plaque tournante en Amérique du Nord», affirme Mme Loslier.

L'aéroport de Mirabel était et restera une déception. Pour toutes les vies brisées lors de sa construction, pour toutes les occasions manquées d'en faire par la suite le fer de lance de l'aviation civile au Canada.

VOIR PAGE A 8: MIRABEL

## Percée éphémère de Bush

Dans l'ensemble, les sondages mettent toujours Bush et Kerry à égalité

Miami — À 48 heures du scrutin, les deux principaux candidats à l'élection présidentielle américaine, George W. Bush et John Kerry, ont tenté hier de convaincre à l'arraché les électeurs d'une poignée d'États clés dont dépend le choix du chef de l'État le plus puissant de la planète.

À deux jours du scrutin, les républicains voulaient croire à une percée de George W. Bush crédité d'une avance de six points (50 % contre 44 %) sur son adversaire démocrate John Kerry par un sondage *Newsweek*. Le secrétaire général de la présidence Andrew Card affichait sa confiance. «J'observe vraiment un élan énorme en faveur du président», assurait-il hier sur CNN.

VOIR PAGE A 8: BUSH

PERSPECTIVES

## Pourquoi voter?

Miami — À condition que rien ne se passe comme prévu, le monde saura demain soir qui, de George W. Bush ou John Kerry, sera président des États-Unis pour les quatre prochaines années. Et que l'un ou l'autre soit élu, affirme l'éthicien Ken Goodman, les Américains en resteront bouche bée.

«À cette étape-ci, affirme ce spécialiste de l'université de Miami, c'est comme parier aux courses de chevaux. Si Bush gagne, nous serons surpris que les électeurs n'aient pas tiré les leçons sur l'Irak, sur l'économie... Si Kerry gagne, nous serons surpris de l'avoir élu parce qu'il y aura en cela reconnaissance des erreurs qui ont été commises.»

À moins de 24 heures de l'ouverture des bureaux de scrutin aux États-Unis, la course est jugée trop serrée par les sondeurs (cinq nouveaux sondages plaçaient encore les deux hommes coude à coude hier) pour pouvoir en prédire



Guy Taillefer

VOIR PAGE A 8: VOTER

■ L'entrevue du lundi: la journaliste américaine Barbara Victor, page A 4

■ La chronique de Michel Venne, page A 7

■ La chronique de Jean-Claude Leclerc, page B 5

## URUGUAY



ANDRES STAPFF REUTERS

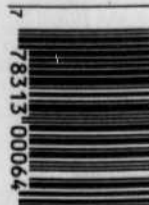
Le socialiste Tabaré Vazquez.

## Une victoire historique de la gauche

■ À lire en page A 5

### INDEX

7	Annances .....	B 4	Idées .....	A 7
8	Avis publics ..	B 5	Météo .....	B 5
9	Convergence ..	B 6	Monde .....	A 5
10	Culture .....	B 8	Mots croisés ..	B 4
11	Décès .....	B 4	Religions .....	B 5
12	Économie .....	B 1	Sports .....	B 4
13	Éditorial .....	A 6	Télévision .....	B 7



## 26<sup>e</sup> gala de l'ADISQ

# En tout Desjardins tout honneur

Même les ventes faramineuses d'une Marie-Élaine Thibert n'auront pas nié l'évidence: il n'y a rien eu de plus important chez nous cette année que Richard Desjardins. L'auteur-compositeur, *Kanasuta* l'album et *Kanasuta* le spectacle ont été plébiscités. Ben Charest, lui, a été consacré «révélation de l'année»: il était temps.

SYLVAIN CORMIER

On n'est pas aux États. L'argent, comprenait-on hier au 26<sup>e</sup> gala de l'ADISQ, n'achète pas tout. En tous cas, pas les votes. L'obtention d'un Félix de l'album de l'année a beau être déterminée à 40 % par les chiffres de ventes et à 60 % par le vote des quelque 700 artisans de l'industrie, c'est quand même le *Kanasuta* de Richard Desjardins qui l'a emporté dans la catégorie «populaire». Tous les autres disques en présence, la compilation *Le Petit Roi*, le *J'aime tout court* de Nicola Ciccone, et surtout les disques à budget illimité des staracadémiciens Wilfred Le Bouthillier et Marie-Élaine Thibert, étaient pourtant de gros vendeurs: plafonnant sous les 50 000 exemplaires, *Kanasuta* semblait écrasé par le Thibert et ses 250 000 exemplaires. Faites le calcul.



Richard Desjardins

VOIR PAGE A 8: DESJARDINS



Marie-Élaine Thibert a remporté deux Félix hier soir, celui de l'album le mieux vendu et celui de l'interprète féminine de l'année. Quant à Benoît Charest, il a été récompensé pour la bande sonore originale du film *Les Triplettes de Belleville*, et on lui a aussi décerné le titre de «révélation de l'année».



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

## LES ACTUALITÉS

## L'appui du fédéral à Bombardier risque de créer des remous politiques

L'avionneur s'attend à ce que les gouvernements lui accordent le tiers des coûts de conception de deux milliards de dollars américains du nouvel appareil de la série C, sinon...

ALLAN SWIFT

Le projet de nouvel avion de Bombardier pourrait bien déboucher sur des conflits entre le Québec et l'Ouest, ainsi qu'entre le gouvernement canadien et certains États américains.

Les libéraux fédéraux se demandent en effet si, en position minoritaire, ils peuvent se permettre de refuser un généreux appui financier au chouchou de Québec inc. et ainsi voir le futur appareil construit au Kansas ou en Irlande.

Le Bloc ne laisse quant à lui planer aucune équivoque, tant sur la question des subventions fédérales que sur la défense des intérêts du Québec, où il détient la majorité des sièges.

Mais les conservateurs, l'opposition officielle en Chambre, devront assouplir leur position car ils ne veulent pas s'aliéner le Québec au moment où ils cherchent à y faire des gains en vue de décrocher le pouvoir un jour.

Bombardier a dit clairement qu'elle s'attend à ce que les gouvernements — quels qu'il soient — lui accordent le tiers des coûts de conception de deux milliards de dollars américains du nouvel appareil de la série C, mis à part les moteurs. Des discussions ont été entreprises avec les autorités du Québec, de l'Ontario, d'Ottawa, de plusieurs États américains et du Royaume-Uni.

On s'attend à ce que le Québec et le fédéral mettent le paquet en vue de convaincre la multinationale d'agrandir ses installations de

Montréal, siège social de l'entreprise. Le moteur et d'autres composants proviendront toutefois de fournisseurs établis un peu partout. Bombardier possède aussi des usines à Toronto, à Belfast et à Wichita (Kansas).

Samedi, le chef de la Fédération des travailleurs du Québec, Henri Massé, s'est dit très inquiet quant à l'éventualité que Bombardier conçoive son nouvel appareil ailleurs, et a demandé à Québec de prendre l'initiative dans ce dossier.

Ces ateliers montréalais de l'avionneur assemblent actuellement les jets régionaux Canadair de 50, 70 et 86 sièges. La série C serait équipée de 110 à 135 places.

Le ministre fédéral de l'Industrie, David Emerson, a assuré la semaine dernière qu'Ottawa ne se laisserait pas damer le pion. Il prévoit ficeler un programme d'appui avec l'entreprise d'ici six à huit semaines.

### Match de football politique

Professeur en stratégie des affaires à l'université McGill, Karl Moore estime que, quelle que soit l'aide consentie par les gouvernements, la décision du conseil d'administration de Bombardier contribuera à ragaillardir les actions chancelantes du groupe.

«Le conseil d'administration doit

en premier lieu donner du rendement aux actionnaires, a-t-il rappelé. Et si cela signifie qu'il faut faire le montage de l'appareil à Belfast et aux États-Unis, alors c'est ce qu'il décidera. Il y a de fortes chances que la balance penche en faveur du Québec, mais il est aussi tout à fait possible que ce soit ailleurs.

Pour un gouvernement minoritaire, c'est comme un match de football politique.

Conscient du fait que la série C comporte des risques qui peuvent mener à la débâcle, le conseil d'administration ne devrait se prononcer qu'au début de 2005. Si le projet est accepté, le lancement officiel aura lieu au prestigieux salon aéronautique du Bourget, à Paris, a déclaré le porte-parole de la société, John Paul Macdonald.

Les vols d'essai seraient entamés dans deux ans, tandis que les livraisons commenceraient en 2009.

Dans l'Ouest, le nom de Bombardier évoque encore des souvenirs amers: tous se souviennent du contrat d'entretien des intercepteurs CF-18 qui avait été accordé à la société québécoise par le gouvernement conservateur de Brian Mulroney en 1986, au détriment de Bristol Aerospace de Winnipeg dont la soumission était pourtant inférieure. Selon Allan Tupper, professeur de science politique à l'université de la Colombie-Britan-

ne, cette décision fut un des catalyseurs dans l'émergence du Reform Party et du sentiment d'aliénation de l'Ouest. Mais il ajoute que les gouvernements provinciaux des Prairies ne peuvent plus dire que les industries du centre du pays reçoivent des subventions, tandis que l'Ouest est riche en ressources taxables.

En effet, il a eu entre-temps l'émergence d'une base industrielle plus diversifiée dans l'Ouest.

Le porte-parole conservateur en matière d'industrie et député d'Edmonton, James Rajotte, a dit pour sa part que Bombardier avait rencontré le caucus conservateur à propos de la série C et des 700 millions \$US demandés.

«Il est juste d'affirmer que nous sommes ouverts, mais nous étions autrefois sceptiques quant aux subventions directes et nous le sommes encore.»

Le parlementaire voudrait que la question des subventions dans un contexte de concurrence avec d'autres pays soit discutée ouvertement au Parlement.

Mais de l'avis de l'ancien ministre de l'Industrie du Parti québécois et aujourd'hui professeur d'économie à l'Université de Montréal, Rodrigue Tremblay, le chef conservateur Stephen Harper n'aura d'autre choix que d'appuyer l'aide à Bombardier, étant donné que tous les pays soutiennent leur industrie aéronautique.

«S'il est contre l'Ontario et le Québec, il ne prendra jamais le pouvoir, c'est aussi simple que ça.»

Presse canadienne



Création d'une base de données

## Des scientifiques canadiens sur la piste du C. difficile

HELEN BRANSWELL

Réseau de surveillance

Toronto — Dans le but de mieux lutter contre l'inquiétante bactérie *Clostridium difficile*, des chercheurs canadiens recourent aux outils des enquêteurs de police.

Des scientifiques du Laboratoire national de microbiologie de Winnipeg sont à constituer une base de données d'identification par le code génétique à partir de cas de *C. difficile*, afin de mieux suivre les déplacements des pires souches de la bactérie à travers le pays.

L'initiative s'inscrit dans un projet pilote de six mois visant à étudier les taux de *C. difficile* dans 25 grands hôpitaux canadiens. Cette base de données deviendra un instrument permanent qui permettra d'alerter les hôpitaux lorsque des souches dangereuses feront leur apparition dans leurs murs.

Plusieurs hôpitaux aux États-Unis — et au Canada — n'ont pas encore été affectés (par la bactérie) et les avertir, dans ce cas, pourrait être important, explique le docteur Clifford McDonald, un expert du *C. difficile* auprès des Centres américains pour le contrôle de la maladie (CDC) à Atlanta.

La bactérie peut rendre malades des gens de tous âges, mais affecte le plus souvent les patients âgés hospitalisés qui éprouaient déjà des problèmes de santé et qui ont récemment pris des antibiotiques à large spectre. Ces médicaments perturbent l'équilibre bactérien de l'intestin, engendrant un environnement propice à la multiplication du *C. difficile*. Il en résulte de la diarrhée, une inflammation du colon et parfois la mort.

L'identification des microbes et leur inclusion dans une base de données se sont avérées utiles lors de cas de flambées d'infections d'origine alimentaire, mais elles sont une nouveauté dans le domaine des infections nosocomiales (contractées en milieu hospitalier).

Ce concept est basé sur PulseNet, un réseau de surveillance des maladies d'origine alimentaire développé dans les années 1990 par des scientifiques des CDC à Atlanta. Ceux-ci se servent du système pour enquêter sur des cas d'intoxication alimentaire, ce qui leur permet, par exemple, de remonter la piste des empreintes génétiques jusqu'à une usine de transformation de la viande distribuant de la viande de hamburger contaminée par la bactérie *E. coli*, ou une ferme vendant des tomates contaminées par la salmonelle. Le Canada s'est récemment doté d'un système semblable, PulseNet Canada.

Pour la base de données sur le *C. difficile*, le laboratoire de Winnipeg commencera par isoler le pathogène à partir d'échantillons fécaux fournis par des hôpitaux. À partir de cela, on tirera une empreinte génétique qui pourra leur indiquer si la souche à l'origine de la multiplication des cas dans un centre est la même que celle de la souche dangereuse qui affecte les hôpitaux du Québec.

On pourra aussi déterminer les caractéristiques de souches individuelles, savoir pourquoi l'une est plus virulente que l'autre, ou si la résistance à certains antibiotiques joue un rôle dans la dissémination de cette souche.

Presse canadienne

Incendie à bord du NCSM Chicoutimi

## Le problème d'isolation des lignes d'alimentation des sous-marins était connu

Toronto — Le problème d'isolation des principales lignes d'alimentation électrique des quatre sous-marins achetés par le Canada à la Grande-Bretagne était connu depuis 11 ans par la marine britannique, a rapporté samedi le *Globe and Mail*.

Toutefois, la Royal Navy n'a pas procédé à une remise à niveau de l'isolation de chacun des quatre sous-marins, a ajouté le quotidien torontois. En outre, elle n'a documenté que partiellement les réparations apportées et n'en a jamais fait état de façon claire à la marine canadienne.

Éventuellement, les deux marines ont chacune, l'une indépendamment de l'autre, conçu des solutions plus durables afin de régler le problème d'un endroit pas suffisamment étanche. Aucune n'a cependant jugé important d'appliquer sa solution à l'isolation des joints au travers desquels passaient les lignes d'alimentation, à même une cloison sous la cabine du capitaine.

C'est à cet endroit que des étincelles se sont formées et ont provoqué un catastrophique incendie, plus tôt ce mois-ci, à bord du NCSM *Chicoutimi*, privant de courant le sous-marin nouvellement remis à neuf tout en provoquant le

décès d'un officier, victime d'inhalation de fumée.

Il s'agit d'un «ennement propre et sec», a affirmé le commandant Roger Westwood, principal ingénieur naval de la marine canadienne.

«Personne ne s'attendait à un bris d'isolation à cet endroit», a ajouté M. Westwood en entrevue, alors qu'il donnait des précisions au sujet des problèmes d'isolation des sous-marins et des solutions tentées par les marines britannique et canadienne.

Les sous-marinières et ingénieurs des deux pays étaient au courant de l'existence de sérieux risques de formation d'étincelles si jamais une isolation défectueuse permettait de de l'eau salée d'entrer en contact avec les lignes d'alimentation, mais aucune des deux marines n'a cru nécessaire d'améliorer l'isolation sous la cabine du capitaine.

Depuis le drame du *Chicoutimi*, le gouvernement fédéral a ordonné que soit accrue l'isolation des joints de la principale ligne d'alimentation électrique sous cette cabine et ce, à bord des trois autres sous-marins achetés par le Canada à la Grande-Bretagne.

Presse canadienne

## Jean Lapierre a hâte de passer à l'action

Après s'être surtout occupé des dossiers relevant des provinces, il est temps pour Ottawa de penser à ses propres ministères

SYLVAIN LAROCQUE

Ottawa — Les engagements électoraux des libéraux de Paul Martin, concentrés dans des champs de compétence provinciaux, limitent la capacité du gouvernement fédéral d'investir dans ses propres domaines de responsabilité, laisse entendre le ministre des Transports, Jean Lapierre.

Lors de la dernière campagne électorale, le premier ministre Martin a fait des promesses onéreuses à l'égard des soins de santé, des municipalités et des garderies — tous des dossiers relevant des provinces. Ottawa vient en outre d'annoncer une hausse importante des versements fédéraux de pérennisation, qui profitent aux huit provinces les moins riches du pays.

Bien sûr, Ottawa dégage de farineux surplus depuis des années — 9,1 milliards de dollars en 2003-2004. Or, le gouvernement fédéral consacre presque systématiquement ces excédents au remboursement de la dette, sans qu'il n'y ait de débat public sur l'opportunité de favoriser d'autres postes budgétaires.

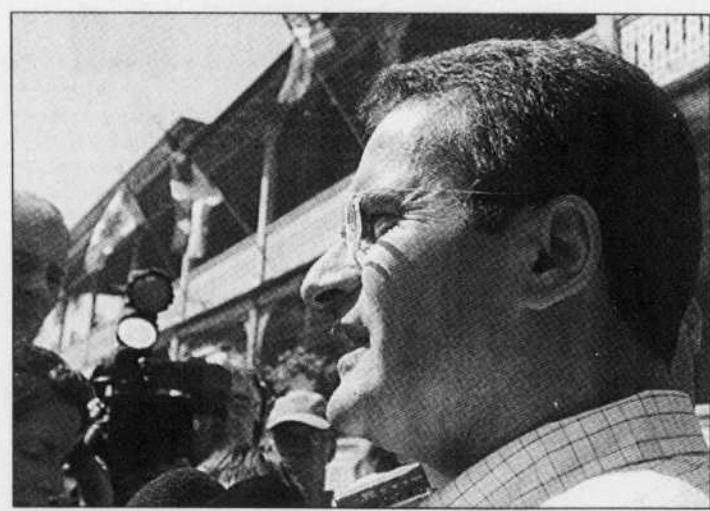
Éventuellement, il sera temps pour Ottawa de penser à ses propres ministères, estime le ministre Lapierre, qui est le lieutenant politique de M. Martin au Québec.

«On parle de passer à travers les priorités qu'on avait identifiées dans la dernière campagne, mais après, il y a d'autres défis qui, cette fois-ci, sont plus de notre juridiction», a-t-il déclaré en entrevue à la Presse canadienne.

### Des projets «en masse»

«Les provinces disent que les besoins sont dans les provinces et que l'argent est à Ottawa. Mais on a des projets en masse: c'est juste qu'on se retient!»

Responsable des Transports, où les besoins sont infinis, Jean Lapierre est bien placé pour voir les conséquences de l'engouement actuel pour les compétences provinciales. On n'a qu'à penser au projet de train rapide entre Québec et Windsor, dont on parle depuis des années mais qui est toujours loin d'être en marche, malgré son importance stratégique et les ressources d'Ottawa.



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

En entrevue ce week-end, le ministre fédéral des Transports, Jean Lapierre, a dit s'inquiéter de la faible fréquence et des coûts prohibitifs des services aériens dans les régions éloignées.

Juste avant de quitter le pouvoir, l'ex-premier ministre Jean Chrétien avait donné son feu vert à un projet d'amélioration des services ferroviaires pour passagers dans le corridor Québec-Windsor, connu sous le nom de ViaFast. Mais dès son arrivée au 24 Sussex, M. Martin avait annulé le projet, invoquant un manque d'argent.

M. Lapierre se dit solidaire de cette décision, prise avant son retour en politique. «En ce moment, je ne suis pas pressé du tout, dit-il. [...] J'accepte qu'il y ait d'autres priorités.»

Mais la mise en œuvre du protocole de Kyoto sur la réduction des gaz à effet de serre ne commande-t-elle pas le développement de tels projets? «Via a dans [sic] ses tablettes d'autres projets [de train rapide], répond le ministre. Si le gouvernement lui fait signe en disant "ouvrez la machine", il n'y a pas de problème, ils seraient capables de nous dépenser ça. Mais pour le moment, ce n'est pas la priorité du gouvernement.»

Pour l'heure, l'urgence est surtout de pourvoir aux deux principaux postes de direction de Via, dont celui qu'occupait Jean Pelletier, éclaboussé par le scandale des commandites.

Le transport de marchandises pose également problème, rappelle

Jean Lapierre. Dans l'Ouest, les conteneurs arrivant par navire doivent parfois traîner pendant des jours avant d'être mis sur les rails, à cause de la congestion du réseau.

«Il y a besoin [re-sic] d'investissements majeurs», croit le ministre, qui évoque un coût allant de trois à quatre milliards de dollars.

Le réseau routier aussi est en piètre état. «On a déterminé quelques nouvelles routes [à terminer], comme l'autoroute 50 [entre Mirabel et Gatineau], mais le réseau national est pratiquement complet, explique-t-il. Maintenant, la priorité, c'est de l'entretenir, parce que l'as des milliers de ponts à refaire. Ceux qui ont été construits il y a 20 ou 25 ans n'ont pas la même résistance qu'avant. [...] Il y en a là pour des milliards aussi.»

### Aéroports

Jean Lapierre veut par ailleurs faire débloquer des dossiers qui traînent depuis longtemps dans son ministère. Par exemple, cela fait des années que la Loi sur les transports doit être modernisée afin notamment de constituer officiellement Via Rail, ce qui, étonnamment, n'a jamais été fait.

Plus substantiellement, le ministre compte mettre un peu d'ordre dans les autorités aéro-

portuaires, où la reddition de comptes est déficiente.

«Il n'y a pas de loi sur les aéroports au Canada, souligne-t-il. Ça crée des problèmes en termes de transparence des administrations et de consultation des utilisateurs. Par exemple, si les dirigeants décident qu'ils augmentent la taxe aéroportuaire, pas besoin de consultation, rien: payez! Mais où va l'argent? Qu'est-ce qui se passe avec ça? On ne le sait pas toujours. Il y a des endroits où les administrations aéroportuaires sont contrôlées entièrement par la chambre de commerce locale et où le grand public est presque exclu.»

En revanche, M. Lapierre promet d'examiner les loyers que doivent verser les aéroports à Ottawa et que l'industrie trouve trop élevés.

Le ministre dit s'inquiéter de la faible fréquence et des coûts prohibitifs des services aériens dans les régions éloignées. Mais il n'est pas question qu'il force des compagnies comme Air Canada à desservir certains aéroports au nom du développement régional.

«On ne peut pas "reréglementer" ce qu'on a déréglémenté, soumet-il. Ça serait à peu près comme essayer de remettre de la pâte à dents dans son tube.»

Jean Lapierre trouve toutefois intéressant un concept américain par lequel les fonds publics servent à subventionner le transporteur qui présente le meilleur projet pour une liaison régionale en particulier, à l'issue d'un appel d'offres. Il s'engage à l'étudier de plus près.

En plus de ses responsabilités aux Transports, le ministre s'est vu confier la mission de remettre sur pied les libéraux fédéraux au Québec, où ils ont subi toute une raclée le 28 juin dernier.

«Le dossier des commandites, ça a été un fardeau terrible à porter, admet-il. [...] Au niveau de l'intégrité, on doit donc fournir un gouvernement aussi pur et blanc qu'Ivory Neige. On n'a aucune marge de manœuvre à ce niveau-là. Il faudra être d'une vigilance de tous les instants. Selon moi, les critères de service public ont augmenté énormément.»

Presse canadienne

Meurtres de Ciudad Juarez

## Des militants demandent justice

Ciudad Juarez, Mexique — Des caravanes transportant une soixantaine de militants partis des États-Unis et du Canada sont arrivées hier à Ciudad Juarez, à la frontière mexico-américaine, pour exiger des autorités du Mexique qu'elles trouvent les responsables de centaines de meurtres de femmes commis dans cette ville de-

puis 1993. Selon les autorités mexicaines, 340 femmes ont été tuées à Ciudad Juarez, ville de 1,3 million d'habitants située en face d'El Paso, Texas. Une centaine d'entre elles étaient jeunes et ont subi des violences sexuelles, ont été étranglées et abandonnées dans le désert.

Les caravanes à bord desquelles se trouvaient des ac-

tivistes venus de Toronto, Seattle, Boston, Minneapolis et Laramie ont traversé 56 villes, s'arrêtant devant les églises, universités et organisations locales, accompagnées par des mères de victimes qui ont exposé leur situation.

«Cela fait onze ans que ces meurtres se produisent et les femmes continuent de mourir. Trop, c'est

trop», a déclaré Tom Hansen, de Toronto, directeur du Réseau solidaire du Mexique et organisateur des caravanes. Accueilli par des centaines de personnes, le groupe a marché vers un grand crucifix de bois érigé à la mémoire des femmes tuées.

Associated Press



Chantal Hébert

## Les idées de mars

**S**i des élections fédérales avaient lieu demain, il est loin d'être certain que le gouvernement qui en résulterait serait majoritaire, mais il est à peu près acquis qu'il serait libéral. Au cours des quatre derniers mois, rien n'est venu modifier fondamentalement la donne qui a abouti au résultat mitigé du 28 juin dernier. À l'époque, le leadership de Paul Martin inspirait des doutes à suffisamment d'électeurs pour qu'ils le mettent en probation à la tête d'un gouvernement minoritaire. Jusqu'à présent, la performance inégale du premier ministre n'a rien fait pour dissiper le malaise, bien au contraire.

Dans les faits, rarement le Canada aura-t-il été gouverné par une équipe aussi brouillonne. Ces jours-ci, il n'y a guère d'interlocuteurs du gouvernement fédéral qui ne se plaignent de ce que leurs tractations avec Ottawa se déroulent systématiquement à l'encontre de la confusion et des signaux contradictoires. C'est manifestement le cas des provinces. À cet égard, les hauts et les bas de Jean Charest ou du Terre-Neuvien Danny Williams dans leurs négociations avec Ottawa sont éloquentes. Mais c'est également le cas des grandes villes. D'une semaine à l'autre, de plus en plus d'acteurs politiques se plaignent de ne pas savoir sur quel pied danser avec le gouvernement Martin.

**Paul Martin, qui a triomphé sans péril dans la course à la chefferie seulement pour vaincre sans gloire aux élections, vit de plus en plus dangereusement**

Pour autant, le Parti conservateur est loin d'avoir résolu la quadrature du cercle vicieux qui l'empêche de percer dans le centre du Canada. La brouille entre Terre-Neuve et Ottawa qui pourrait ouvrir des portes à Stephen Harper dans les provinces maritimes aux prochaines élections sera vraisemblablement résolue à la satisfaction de St. John's bien avant le scrutin. Pour aider, l'Ontario est plus sympathique à la position fédérale qu'à celle de Terre-Neuve. De façon générale, M. Harper a encore besoin de temps pour recréer son nouveau parti. La manière de rejoindre l'électorat québécois continue notamment de lui échapper.

Du côté du NPD, Jack Layton n'est guère plus avancé. Entre maintenant et bientôt, son parti n'a pas grand-chose à espérer et peut-être tout à perdre d'un scrutin qui pourrait le marginaliser davantage. Quant au Bloc québécois, il a largement fait le plein d'appuis au scrutin du 28 juin. Dans le meilleur scénario, des élections générales ne lui permettraient guère d'augmenter sa mise. Il s'exposerait plutôt à la jouer à quitte ou double.

Le gouvernement Martin ne suscite peut-être pas tellement d'admiration, mais il ne fait rien de plus pour galvaniser l'électorat contre lui et, surtout, il n'a toujours pas d'adversaire susceptible d'unir vraiment le Canada derrière lui. En l'absence d'un élément catalyseur susceptible de modifier le rapport de forces entre les formations fédérales, dans le pire scénario pour les libéraux, l'électorat semble destiné à reproduire le vote du 28 juin dernier dans l'avenir prévisible.

◆◆◆ Pour bon nombre de stratèges, cet élément catalyseur, s'il doit faire surface, a davantage de possibilités de résulter de la mécanique interne du Parti libéral lui-même que de la dynamique de la Chambre des communes. Dans le passé récent, le PLC a donné beaucoup plus de fil à retordre à ses chefs successifs que leurs adversaires politiques. John Turner et Jean Chrétien sont tous les deux morts au front du parti plutôt qu'à celui de l'électorat. Paul Martin, qui a triomphé sans péril dans la course à la chefferie seulement pour vaincre sans gloire aux élections, vit de plus en plus dangereusement.

◆◆◆ Les moins qu'on puisse dire, c'est qu'il y a une odeur de règlement de comptes dans l'air. À l'intérieur du gouvernement, les appuis bétonnés dont disposait M. Martin se sont largement effrités au fil de sa première année à la tête du parti. Même au sein du cabinet, pourtant largement composé de fidèles partisans de Paul Martin, il y a des grincements de dents de plus en plus audibles. La faiblesse du leadership du premier ministre a été mise en évidence la semaine dernière lorsque, à une exception près, les députés libéraux de Terre-Neuve ont pris position contre leur chef.

◆◆◆ Ces dernières semaines, les flèches les plus empoisonnées contre le gouvernement Martin sont venues de l'intérieur de la formation gouvernementale plutôt que des banquettes de l'opposition. Ce ne sont pas les néo-démocrates ou les conservateurs qui accusent le premier ministre d'affaiblir le Canada ces temps-ci, mais d'autres libéraux qui se mobilisent de plus en plus derrière des aspirants présumés à la succession de M. Martin.

◆◆◆ Sur un autre front, la réapparition d'Alfonso Gagliano dans les médias, l'obtention par André Ouellet d'un statut d'intervenant à la commission Gomery, la convocation à comparaître de Paul Martin n'augurent rien de bon pour le premier ministre. Pour avoir joué sa tête sur l'affirmation qu'il n'était pas un acteur dans l'affaire des commandites, le premier ministre va maintenant devoir la mettre sur le billot de la commission où l'attendent les puissants libéraux qu'il a limogés au cours de ses premiers mois au pouvoir.

◆◆◆ Finalement, il y a en mars le passage obligé d'une révision du leadership de M. Martin à l'occasion des assises du Parti libéral. En s'assurant que ce vote ait lieu tôt dans le mandat minoritaire du gouvernement, à un moment où personne ne peut s'imaginer que le parti gouvernemental se permettrait une crise au leadership, les stratèges de M. Martin espèrent limiter les dégâts. Mais des évaluations préliminaires indiquent tout de même qu'un libéral sur quatre pourrait se prévaloir de l'occasion de censurer le chef élu en triomphe il y a moins d'un an.

chebert@thestar.com

Chantal Hébert est columniste politique au Toronto Star.

# POLITIQUE

## Le Canada n'est pas près d'établir sa propre liste de passagers interdits de vol

ALEXANDER PANETTA ET JIM BRONSKILL

Ottawa — La version canadienne d'une liste de passagers interdits de vol, comme celle qui existe aux États-Unis et qui a valu des ennuis au chanteur pop autrefois connu sous le nom de Cat Stevens et à Ted Kennedy lors de voyages en avion, est confrontée à des obstacles juridiques.

Selon le ministre des Transports, Jean Lapierre, des considérations découlant de la Constitution canadienne freinent la création d'une édition canadienne de la liste, qui interdirait aux passagers suspects ac-

cessés au transport aérien. «Ce n'est pas en place du tout», a déclaré M. Lapierre au cours d'une entrevue accordée à la Presse canadienne. Il y a tellement de considérations juridiques [...] nous sommes engagés à y travailler mais il nous faut respecter la Constitution canadienne.

Les obstacles juridiques incluent le droit à la libre circulation garanti par la Charte des droits et libertés, et la loi fédérale sur la protection de la vie privée qui limite la distribution d'informations de nature personnelle.

Aucune échéance n'a été fixée pour l'entrée en vigueur de la liste, dont on n'a pas encore calculé le coût, disent les fonctionnaires fédéraux.

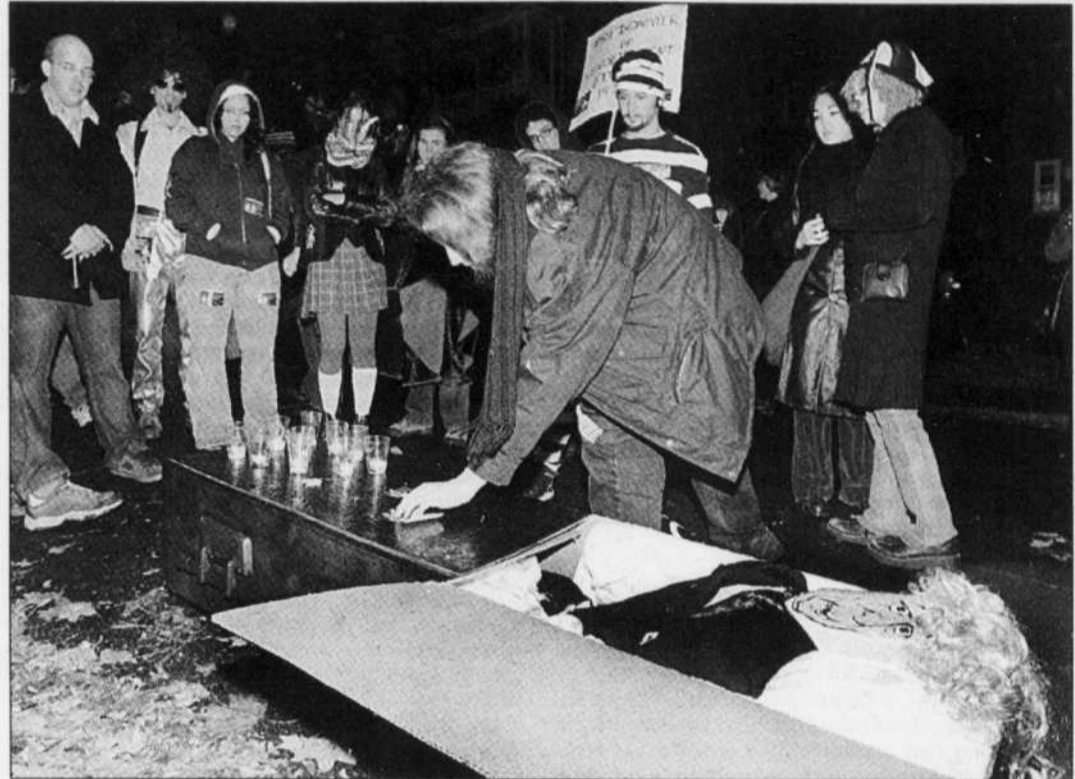
Dans la foulée des attentats terroristes du 11 sep-

tembre 2001, les autorités américaines ont fait pression sur Ottawa pour qu'il crée sa propre version de la liste de surveillance déjà en vigueur pour les vols intérieurs aux États-Unis.

«Je ne crois pas que les États-Unis aient tort de faire ces pressions [...] nous avons beaucoup de vols intérieurs qui survolent l'espace aérien américain», a commenté Warren Everson, vice-président de l'Association du transport aérien du Canada.

La Loi sur la sécurité publique, adoptée récemment, accordait aux organismes fédéraux le pouvoir d'exiger des compagnies aériennes de l'information au sujet de leurs passagers, ce qui ouvrirait la porte à des initiatives comme une liste de passagers interdits de vol.

## L'Halloween chez Jean Charest



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

IL N'Y AVAIT pas de citrouille devant la porte — plutôt plusieurs policiers — mais quelques dizaines d'étudiants ont néanmoins tenu à passer l'Halloween chez Jean Charest, hier, à Westmount. La Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM) et quelques membres de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont ainsi organisé un «cortège funèbre» pour protester contre la conversion par le gouvernement de 103 millions de dollars de bourses en prêts.

### EN BREF

#### Aide juridique: les avocats sur le trottoir

Les 300 avocats de l'aide juridique du Québec ne monteront pas dans leurs bureaux, ce matin. Ils resteront plutôt sur le trottoir, où ils feront du piquetage pour protester contre l'inaction du ministère de la Justice et l'entêtement du Conseil du trésor. Les avocats sont sans contrat de travail depuis juin 2002, et ils exigent notamment de retrouver la parité avec leurs collègues de la Couronne, qui gagnent actuellement 12 000 \$ de plus qu'eux. Les services essentiels seront tout de même assurés aujourd'hui. — *Le Devoir*

#### Contre Wal-Mart au Mexique

Les représentants de la Coalition pour la défense des sites archéologiques du Mexique sont à Montréal ces jours-ci afin de recueillir des appuis dans leurs efforts pour chasser Wal-Mart de Teotihuacan. Le géant du commerce de détail a récemment construit un magasin sur le site de Teotihuacan, qui est le plus important site archéologique du Mexique et la plus importante cité précolombienne en Amérique. Le site, qui regroupe de nombreuses pyramides sur une superficie de 25 km<sup>2</sup>, a été classé au sein du patrimoine mondial par l'Unesco en 1987 et est protégé par décret présidentiel depuis 1988. La Coalition accuse Wal-Mart d'avoir sou-

voyé les autorités locales chargées de la protection du patrimoine culturel pour obtenir les permis de construire. Elle lui reproche d'avoir complètement méprisé l'héritage mexicain sans raison, puisque le magasin aurait pu facilement être érigé un peu plus loin sans se trouver à l'ombre des grandes pyramides. La Coalition veut recueillir des appuis au Canada et aux États-Unis et entend demander à des gestionnaires de fonds de se départir de leurs actions de Wal-Mart pour signifier leur désapprobation. — *PC*

#### Mise en garde contre la grippe aviaire

Washington — Des médecins américains et un responsable de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont mis en garde hier contre les risques de pandémie présentés par la grippe aviaire et l'insuffisante préparation des autorités de santé publique et des fabricants de vaccins. «Nous pensons que nous sommes plus près que jamais de la prochaine pandémie», a déclaré Klaus Stöhr, un haut responsable de l'OMS, lors d'une conférence de presse en marge du principal congrès mondial sur les agents antimicrobiens (ICAAC). Face à ce danger, l'OMS souhaite mobiliser les pouvoirs publics, les laboratoires pharmaceutiques et la communauté scientifique pour faciliter la production accélérée de vaccins antigrippe et elle organisera dans ce but un sommet des principaux acteurs le 11 novembre à son siège de Genève. — *AFP*

### Colloque

#### Dix ans d'histoire militaire en français au Québec (1994-2004)

LES 10, 11 ET 12 NOVEMBRE 2004 À L'UQAM

Ce colloque, organisé par la Chaire Hector-Fabre d'histoire du Québec, dresse un état des lieux des études historiques en français produites depuis une décennie au Québec et se rattachant à divers aspects de l'histoire militaire. Les thèmes abordés iront du XVIII<sup>e</sup> siècle aux opérations de maintien de la paix en passant par les deux Guerres mondiales, les musées militaires et les représentations de la guerre. L'allocution de clôture sera prononcée par le lieutenant-général Roméo Dallaire.

Renseignements :  
Mourad Djebala  
(514) 987-3000, poste 7950  
chaire-hectorfabre@uqam.ca  
www.unites.uqam.ca/chf

Pavillon Athanase-David  
1430, rue Saint-Denis  
Local D-R200  
Entrée libre

CHAIRE Hector-Fabre d'histoire du Québec UQAM

UQAM  
Prenez position

## Destinations

«Votre prochaine réunion d'affaires!»

... un rendez-vous délectable



L'EAU  
A LA  
BOUCHE  
HOTEL-RESTAURANT

3003, boulevard Sainte-Adèle,  
Sainte-Adèle,  
Québec, Canada J8B 2N6  
Tél. (450) 229-2991  
Fax. (450) 229-7573  
www.leuaualabouche.com

voyages **bergeron.com** FUYEZ L'HIVER, RÉSERVEZ EN LIGNE : [www.voyagesbergeron.com](http://www.voyagesbergeron.com)

<b>ESPAGNE</b> Costa Del Sol Bajondillo	à partir de novembre, 3 sem. <b>1271 \$</b> occ. double, taxes incluses 16 février, 4 sem. <b>2165 \$</b> occ. double, taxes incluses 24 février, 3 sem. <b>1870 \$</b> occ. double, taxes incluses	<b>LONG SÉJOUR</b> CÔTE D'AZUR 1 mois, Cannes Verrerie 3 départs : 28 février, 2 et 7 mars Super vente à partir de <b>1629 \$</b> occ. double, taxes incluses
---	---	---

MONTREAL T. 514-273-3301/1-866-273-3301 PLACE LONGUEUIL T. 450-651-9551/1-877-651-9551  
[www.voyagesbergeron.com](http://www.voyagesbergeron.com)

**Auberge de la gare**  
Le charme d'une auberge...  
Le cachet d'un grand hôtel...

**Près de tout**  
- Centres-villes d'Ottawa et de Gatineau  
- Meilleurs restaurants de la région  
- Casino du Lac Leamy  
- Pistes cyclables  
- Parc de la Gatineau  
- Rabais de 10\$/jour

Voir notre promotion sur : [www.aubergedelagare.ca](http://www.aubergedelagare.ca)

**RÉSERVATION**  
1 866 778-8085

Avec nos compliments  
- Petit déjeuner continental - Stationnement  
**Tarif d'affaires à partir de 86\$**

Auberge de la Gare 205, St Joseph, Gatineau (secteur Hull) Qc J8Y 5X5  
Tél.: (819) 778-8085 Fax: (819) 595-2021

Pour annoncer dans ce regroupement, contactez  
Jean de Billy au 514-985-3456 : : : : : [jdebilly@ledevoir.com](mailto:jdebilly@ledevoir.com)

## • LES ACTUALITÉS •

L'ENTREVUE

# Jésus, le politologue favori de Bush

## Selon Barbara Victor, les chrétiens évangéliques feront peut-être réélire Bush demain, même s'ils s'interrogent sur la sincérité de sa foi

Dans *La Dernière Croisade*, la journaliste Barbara Victor réalise une enquête terrifiante au cœur de l'Amérique ultrareligieuse. Portrait des fous de Dieu aux commandes des États-Unis.

SÉBASTIEN BARANGÉ

C'est à Gaza, au cœur du Moyen-Orient qu'elle a couvert pendant 15 ans pour la chaîne états-unienne CBS, que la journaliste Barbara Victor a constaté la forte présence de chrétiens évangéliques américains sur place en Israël. Menant aux États-Unis leurs combats contre certaines questions morales comme l'avortement ou les droits des homosexuels, ces «*born again christians*» sont donc aussi présents en Israël, au point d'influencer la politique étrangère américaine.

En journaliste d'enquête, Barbara Victor est partie à la découverte de ces chrétiens évangéliques que l'on présente bien souvent comme des fous de Dieu. Dans son livre *La Dernière Croisade*, on rencontre de pauvres gens «*sauvés*» par Dieu, des groupes de pression, des organisations secrètes et des politiciens guidés par Dieu dans la gestion des affaires publiques. Le pouvoir de la religion n'est pas aux portes du pouvoir politique, il est en son cœur et influence les actions du gouvernement américain aux niveaux national et international.

Il suffit d'écouter les débats présidentiels pour constater l'omniprésence des références à Dieu dans les discours de George W. Bush, mais aussi dans celui de John Kerry. «*Aux États-Unis, la conduite des hommes politiques de tous bords a tellement évolué qu'il est difficile de faire la différence entre un politique et un prédicateur*», remarque Barbara Victor. La religion est partout, sur le billet vert, dans le serment d'allégeance, dans les écoles... et pourtant, le premier amendement de la Constitution américaine prévoit la séparation de l'Église et de l'État.

Mais George W. Bush a toujours répondu à ceux qui lui reprochent le non-respect de cet amendement que Jésus est «*son politologue favori*». Deux événements marquants ont permis cette présence massive des chrétiens évangéliques dans la vie politique américaine: la prise d'otages états-uniens en Iran en 1979 et les attentats du 11 septembre 2001. Barbara Victor souligne que le 11 septembre a «*galvanisé l'esprit religieux des Américains*».



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

«*Bush a utilisé les chrétiens évangéliques pour mobiliser le vote, ils utilisent le président pour faire passer leurs idées, remarque la journaliste Barbara Victor. C'est une relation symbiotique.*»

En 1979, la crise et la peur avaient permis aux chrétiens évangéliques de mettre leur homme en place, Reagan, et en 2001, «*le 11 septembre a été un grand cadeau pour Bush: sans cela il aurait été fini*». Ces chrétiens évangéliques pensent même que les attentats ont été un signe de Dieu, «*un wake-up call*», comme dit l'auteur.

### L'Amérique qui prie

Mais qui sont ces chrétiens évangéliques, ces «*born again christians*» qui rêvent d'une Amérique pure et aussi de retrouver Israël pour le retour de Dieu sur terre? «*Presque tous considèrent ne pas avoir été des citoyens parfaits*, note Barbara Victor. Ils reconnaissent volontiers avoir vécu dans le péché et la débauche.» On les trouve finalement dans toutes les sphères de la société: «*Ils peuvent être*

noirs, blancs, musulmans, juifs, chrétiens... pourvu qu'ils croient en une rencontre personnelle avec Jésus qui bouleverse leur vie.»

Ces gens ne s'intéressent que très peu à la politique et votent selon les instructions de leurs chefs religieux. Éduqués, pauvres, enjoués ou perdus, «*ils ont tous un sourire paisible et illuminé quand on leur demande de parler de leur rencontre avec Jésus*». Les sondages cités par l'auteur établissent qu'ils sont aujourd'hui près de 80 millions aux États-Unis, soit 35 % de la population totale. «*Ils sont devenus l'entité religieuse et politique la plus puissante.*»

Barbara Victor a rencontré des dizaines d'évangéliques, comme cette femme du New Jersey mariée à un homme sans emploi, élevant chez elle ses huit enfants, travaillant comme serveuse, et qui donne malgré tout chaque mois un peu d'argent à une organisation évangélique qui lui a fait connaître Jésus et l'amour du peuple d'Israël.

Cette masse de bigots constitue la base d'un système structuré qui place ses hommes dans les postes clés du pouvoir. Ils ont fait de Bush leur 43<sup>e</sup> président, ils le rééliront peut-être demain, même s'ils s'interrogent parfois sur la sincérité de sa foi. «*Bush les a utilisés pour mobiliser le vote, ils utilisent le président pour faire passer leurs idées*, remarque Barbara Victor. C'est une relation symbiotique.»

L'auteur a aussi rencontré l'un des chrétiens évangéliques les plus puissants: le ministre de la Justice des États-Unis, John Ashcroft. Guidé par Dieu, cet homme s'est opposé à la déségrégation du système d'écoles publiques de St. Louis (Missouri) et dirige aujourd'hui la justice américaine. Lorsqu'on lui reproche de faire peu de cas de la loi civile, il rétorque qu'il ne fait que traduire la volonté de Dieu, et il réunit chaque matin son équipe pour la prière. «*S'il a exercé un impact majeur sur l'Amérique, c'est qu'il a toujours considéré chaque problème à partir de la Bible*», écrit Barbara Victor, citant l'épouse de John Ashcroft.

Depuis le 11 septembre 2001, «*l'usage fréquent du terme "croisade" par Bush dans ses discours a pour objet de faire passer un message très spécifique à ses amis évangéliques et à tous les membres du mouvement qui le soutiennent*», souligne la journaliste. Dans cette «*nouvelle croisade*», cette guerre contre le fléau islamique, les groupes de pression et les organismes secrets sont l'un des premiers appuis du président Bush.

Parmi eux, la «*Famille*», une organisation secrète de chrétiens évangéliques qui dispose d'un bud-

get annuel de plus de 250 millions de dollars et recrute des hommes influents pour les conduire vers Jésus et mener un certain nombre d'actions diplomatiques. Par exemple, la Famille a versé plus de dix millions de dollars à Israël pour la construction du mur entre l'État juif et les territoires occupés, selon Barbara Victor.

### Tout pour Israël

Mike Pence est député de l'Indiana et siège à la Commission des affaires internationales du Congrès afin de soutenir Israël: «*Nos défenses ont été enfoncées le 11 septembre parce que, contrairement à ce que dit la Genèse, nous ne bénissons pas Israël comme Dieu nous l'a demandé*», confesse le député à Barbara Victor. Ces chrétiens évangéliques proposent même de déplacer par milliers les familles palestiniennes en Jordanie ou de les déporter vers un nouvel État qui serait créé dans le désert du Sinaï.

«*Pour eux, lors de la Shoah, les juifs ont été massacrés parce qu'ils n'acceptaient pas Jésus; Dieu leur a donné une autre chance et une terre*», note la journaliste, avant d'ajouter: «*Ce qui est choquant, c'est que les juifs acceptent ça.*» Israël, qui n'a que peu de soutiens et des problèmes économiques, accepte cette aide qui pourrait bien se retourner contre lui, car le but ultime des chrétiens évangéliques est de convertir un jour ces juifs et de reprendre cette terre. S'ils ne peuvent les convertir, ils les détruiront.

Traditionnellement choqués par les positions de la droite américaine sur les questions morales comme l'avortement ou le port des armes à feu, les juifs américains se rapprochent de celle-ci aujourd'hui. «*À cause du contexte en Israël, ils sont prêts à mettre de côté leurs opinions libérales et à rejoindre les évangéliques*», remarque Barbara Victor.

Aux commandes de la politique nationale, déterminants sur la scène israélienne, capables d'attirer les juifs américains libéraux, les chrétiens évangéliques peuvent-ils encore aller plus loin? Barbara Victor croit que cette «*croisade*» n'est pas finie, qu'elle continuera bien après l'élection de demain. Surtout si Bush est réélu, comme le craint la journaliste. *God bless America!*

### LA DERNIÈRE CROISADE, LES FOUS DE DIEU VERSION AMÉRICAINE

Barbara Victor  
Éditions Plon, 2004, 344 pages

# Gaspésia: Henri Massé défend les travailleurs

## Le Fonds de solidarité de la FTQ renoue avec la rentabilité

Après deux années dans le rouage, et malgré l'échec retentissant de l'aventure Gaspésia, qui a coûté 70 millions de dollars au Fonds de solidarité de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), celui-ci présente un bilan positif pour l'année 2003-2004.

Pour l'année terminée le 31 mai, le Fonds a connu un rendement de 5,2 %. Les deux bilans précédents indiquaient plutôt des pertes de 6,9 % et 11 %. Le Fonds a ainsi dégagé un profit de 247,3 millions de dollars, et l'action a grimpé de 1,01 \$, à 21,37 \$. L'actif net a franchi pour la première fois la barre des cinq milliards de dollars pour se chiffrer à 5,2 milliards. Selon le président de la FTQ, Henri Massé, le rendement actuel du Fonds se «*compare avantageusement avec les institutions financières qui ne sont pas dans le capital de risque*».

L'épisode mouvementé de la Gaspésia a occupé une bonne place à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires du Fonds de solidarité, tenue samedi à Montréal. Le président de la FTQ, Henri Massé, a déclaré à ce sujet que la commission d'enquête sur l'échec du projet de l'usine Gaspésia fonctionne «*à sens unique*» et

que les travailleurs n'ont pas à assumer seuls le blâme.

Dans son allocution, M. Massé a répliqué indirectement aux constats du rapport de Raymond Chabot Grant Thornton commandé par la Société générale de financement et rapporté samedi dans *Le Devoir*.

Le document soutient que «*le Fonds [...] et la FTQ exerçaient une influence directe sur des variables entrant dans la portion du dérapage reliée au dépassement des coûts de construction*».

«*On trouve que l'enquête est à sens unique*, a déclaré M. Massé. On va être clair: on ne dit pas que tous les travailleurs de la construction sont des anges, mais ce n'est pas vrai qu'on a fait déra- per la Gaspésia.»

Il a ajouté que sa centrale avait pris sa part de responsabilité dans l'échec du projet. Mais «*si c'était à recommencer, on recommencerait*», a lancé M. Massé sous les applaudissements, en disant aux gens de Chandler qu'il «*ne les abandonnerait pas*».

Plus tard, en point de presse, il n'a pas voulu commenter plus amplement, attendant une convocation à la commission d'enquête.

«*Quand il y a un fiasco, tout le monde devrait assumer ses responsabilités, ne pas essayer de se cacher et dire que c'est la faute des travailleurs, a-t-il toutefois laissé entendre. Il y a une commission d'enquête, on va aller se faire entendre.*»

### Projet de relance

La relance des installations de Chandler a avorté en raison du dépassement des coûts. À l'origine, le Fonds de solidarité avait racheté l'usine à papier journal d'Abitibi-Consolidated pour la convertir en usine à papier couché. Le montage financier, qui comprenait la Société générale de financement, atteignait les 650 millions de dollars, mais en raison de problèmes de productivité du chantier et de gestion, le projet passait à 693 millions au début de 2004. La Cour supérieure est intervenue le 30 janvier en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers. Le Fonds a englouti 70 millions de dollars dans l'affaire, ce qui a grevé son rendement annuel de 1,4 %.

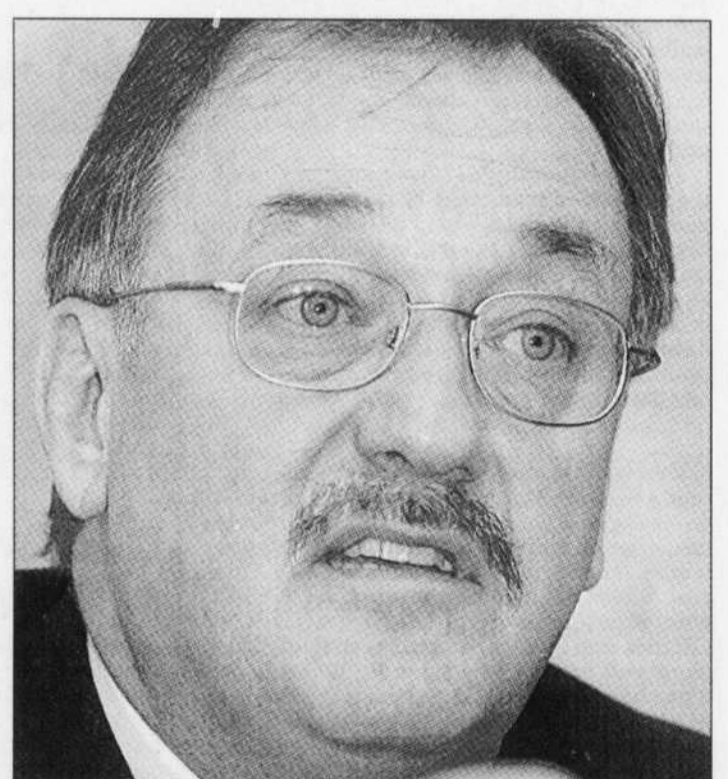
Au point de presse, le p.-d.g. du Fonds, Pierre Genest, a évoqué la possibilité d'une relance. «*C'est clair, nous avons besoin d'un entre-*

preneur qui est prêt à investir de l'argent, qui a déjà fait [ce genre de projet] et qui a déjà prouvé qu'il était capable de le faire. Il y a en seulement une demi-douzaine.»

Le projet de la Gaspésia a constitué le plus important premier investissement jamais consenti par le Fonds, a confirmé M. Genest. Il a également affirmé que des discussions avaient été entreprises au conseil d'administration en vue de plafonner tout investissement dans un projet particulier à un pour cent des actifs, soit 50 millions de dollars.

Par ailleurs, les dirigeants de la centrale syndicale et du Fonds ont tenté de dissiper tout malentendu au sujet des partenariats public-privé chers au gouvernement libéral de Jean Charest. M. Genest avait évoqué en septembre qu'il n'était pas exclu que son organisme participe à certains projets, mais M. Massé a vertement fustigé les intentions libérales la semaine dernière. «*La position de la FTQ est claire*, a rappelé samedi M. Genest, et le Fonds a dit qu'il allait s'y arrimer.»

D'après la Presse canadienne



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le président de la FTQ, Henri Massé, a promis samedi aux gens de Chandler qu'il «*ne les abandonnerait pas*».

Un peu de sang neuf dans le système!

**LE POINT**  
EN ADMINISTRATION DE LA SANTÉ  
Volume 1, numéro 1 • Janvier 2005

- Une toute nouvelle revue faite par et pour les cadres et professionnels du réseau de la santé et des services sociaux
- Notre objectif ? L'enrichissement des compétences et l'épanouissement professionnel des intervenants, dans le but d'améliorer les services
- Sortie début janvier 2005. Le premier grand thème abordé :

**Survivre et sourire à la réforme**

Réservez votre exemplaire dès maintenant!  
1-888-832-3031 postes, 240, 237, 230

Loto Québec		Résultats	
Tirage du 2004-10-29			
7/7	0	2 500 000,00 \$	
6/7+	3	87 316,00 \$	
6/7	95	2 412,60 \$	
5/7	5 364	152,60 \$	
4/7	113 933	10,00 \$	
3/7+	104 841	10,00 \$	
3/7	952 084	Participation gratuite	
Ventes totales: 14 042 148 \$			
Prochain gros lot: 5 000 000 \$			
Loto 649		Résultats	
Tirage du 2004-10-30			
6/6	0	4 793 803,00 \$	
5/6+	3	114 138,10 \$	
5/6	105	2 693,90 \$	
4/6	6 783	79,00 \$	
3/6	129 231	10,00 \$	
2/6+	109 565	5,00 \$	
Ventes totales: 16 585 466 \$			
Prochain gros lot (appr.): 10 000 000 \$			
Loto 649		Résultats	
Tirage du 2004-10-30			
6/6	1	1 000 000,00 \$	
5/6+	0	50 000,00 \$	
5/6	3	500,00 \$	
4/6	726	50,00 \$	
3/6	13 994	5,00 \$	
Ventes totales: 513 371,50 \$			
Extra		Extra	
Tirage du 2004-10-29		Tirage du 2004-10-30	
NUMÉRO	LOT	NUMÉRO	LOT
152900	100 000 \$	636319	100 000 \$

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

# Québec n'entend pas intervenir dans les heures d'ouverture des commerces

Québec — Le gouvernement québécois n'a pas l'intention d'intervenir, même si des centres commerciaux imposent des amendes aux marchands qui refusent d'ouvrir leurs portes en soirée, en début de semaine.

Selon le ministre du Développement économique et régional, Michel Audet, le gouvernement n'a pas à s'immiscer dans les baux privés entre les propriétaires de centre commerciaux et leurs locataires. «*Ce n'est pas à l'avantage de personne que le gouvernement se mêle de contrats privés comme ceux-là*», a-t-il indiqué à NTR, le service radio de la Presse canadienne.

Il a suggéré toutefois aux propriétaires d'offrir une période de transition «*raisonnable*» pour permettre aux boutiques de «*s'ajuster à ces changements*».

Certains commerçants paient une amende de 100 \$ parce qu'ils refusent d'ouvrir leur boutique en soirée, en début de semaine, alors que la clientèle n'est pas au rendez-vous. Michel Audet a affirmé n'avoir reçu aucune plainte des gens d'affaires.

### Du temps

Il a toutefois demandé aux propriétaires des centres commerciaux de développer une bonne relation avec leurs locataires.

Le ministre a ajouté que les pénalités font partie de certains baux privés, négociés entre les marchands et les dirigeants des centres commerciaux.

M. Audet a estimé que les centres commerciaux doivent donner une période d'ajustement aux boutiques, afin qu'elles trouvent plus d'employés, qu'elles adaptent leur horaire et qu'elles développent une clientèle supplémentaire.

Déjà, le ministre de l'Emploi, de la Solidarité sociale et de la Famille, Claude Béchar, avait fait part de la décision gouvernementale, lors d'une commission parlementaire, vendredi.

Le gouvernement chercherait plutôt en faveur l'instauration partout au Québec de «*bureaux du temps*», chargés de mieux concilier le travail et la vie familiale.

Presse canadienne

# LE MONDE

## Arafat se porte mieux

Sharon évoque une possible relance des négociations

Jérusalem/Paris — Deux jours après l'arrivée de Yasser Arafat en France, les médecins tentaient toujours hier de déterminer la cause de la soudaine détérioration de l'état de santé du leader palestinien, qui va «beaucoup mieux» aux dires de son entourage et a reçu des messages de sympathie de plusieurs dirigeants internationaux, dont le chef de la diplomatie américaine.

Cela n'a pas empêché Ariel Sharon de faire savoir, par l'entremise de participants à une réunion du cabinet israélien, qu'il ne laisserait pas son ennemi intime «être enterré à Jérusalem» tant qu'il serait premier ministre. Le chef du gouvernement de l'Etat hébreu a cependant réaffirmé qu'il autoriserait le président de l'Autorité palestinienne à revenir en Cisjordanie à la fin de son traitement médical en France.

Par ailleurs, le premier ministre n'a pas exclu la tenue de discussions si Yasser Arafat avait un succès. «Si une direction palestinienne sérieuse, différente, est formée pour démanteler l'infrastructure terroriste, nous reprendrons des négociations sur la base de la "feuille de route"», a-t-il dit. Avant d'ajouter: «Rien ne s'est produit sur le terrain jusqu'à présent, alors pas question de modifier le plan» de désengagement unilatéral de la bande de Gaza et de quatre colonies juives de Cisjordanie.

Dans le même temps, en Cisjor-

danie, des responsables ont tenu une série de réunions afin de montrer que l'Autorité palestinienne fonctionnait en l'absence de son président.

D'après Mohammed Rachid, l'un des conseillers de Yasser Arafat, la leucémie a été «exclue». En outre, le raïs âgé de 75 ans «ne souffre d'aucun problème grave. Ce qu'il a est curable et il se rétablira très prochainement», a assuré Nabil Abou Redneh, porte-parole du dirigeant palestinien. Ce dernier a précisé toutefois qu'«aucun facteur» n'était écarté, alors qu'on lui demandait si les médecins soupçonnaient une infection virale ou une intoxication.

Reste donc à connaître les résultats d'examen complémentaires. Selon Mohammed Rachid, un diagnostic n'est pas attendu avant mercredi. Mais le ministre palestinien Saïeb Erekat a affirmé que les médecins du raïs diffuseraient un bulletin dans les prochaines 48 heures.

En attendant, Yasser Arafat va «beaucoup mieux» depuis son admission vendredi à l'Hôpital d'instruction des armées de Percy, à Clamart, près de Paris. Il «est plus enjoué, moins fatigué», a affirmé le ministre palestinien des Affaires étrangères, Nabil Chaath.

La situation du président palestinien est «stable, bonne, il n'y a pas de nouveaux examens sur lesquels je puisse vous dire grand-chose. Sauf qu'il est suivi et recommen-

ce petit à petit à manger, c'est un très bon signe», a déclaré de son côté la déléguée générale de la Palestine en France, Leïla Shahid. «Il commence également à parler à tous les gens qui sont autour de lui. Et donc les médecins sont très contents de cette stabilité.»

D'après Leïla Shahid, Yasser Arafat a reçu «énormément de messages de sympathie». Citant notamment le président Jacques Chirac et son épouse Bernadette, «qui a parlé à Mme Arafat pour s'enquérir de la santé du président», elle a ajouté que le secrétaire d'Etat américain Colin Powell, le président russe Vladimir Poutine, le roi du Maroc Mohammed VI, le roi Fahd d'Arabie, le président algérien Abdelaziz Bouteflika et son homologue cubain Fidel Castro avaient aussi adressé des messages au raïs, tout comme les couples présidentiels tunisien et égyptien.

### Une apparence de normalité

Le message qui a été adressé hier par Ariel Sharon à Yasser Arafat était d'une autre teneur. «Tant que je serai premier ministre, Arafat ne sera pas enterré à Jérusalem», a-t-il déclaré durant le conseil des ministres, selon des participants.

Par le passé, le dirigeant palestinien avait fait savoir qu'il souhaitait être inhumé dans le lieu saint de Jérusalem appelé «Haram al-Sharif»

ou «Noble sanctuaire» par les musulmans. «Mont du Temple» par les juifs. Mais Ariel Sharon a affirmé que cette volonté lui serait refusée. L'Etat hébreu a évoqué la possibilité d'enterrer Arafat à Abou Dis, une banlieue de Jérusalem située en Cisjordanie, selon des responsables de la sécurité.

Ces propos ont été rendus publics alors que les dirigeants palestiniens semblent soucieux de préserver une apparence de normalité pendant l'hospitalisation du raïs. Le premier ministre Ahmed Qoreï, dont les efforts visant à contraindre Arafat à lâcher un peu de pouvoir ont largement échoué, a présidé à Ramallah une séance du Conseil de sécurité palestinien. Dans un geste symbolique, M. Qoreï a refusé de s'asseoir à la place occupée normalement par Arafat.

Il a demandé aux responsables de dresser la liste de tous les moyens nécessaires pour renforcer la sécurité dans les secteurs palestiniens et de la soumettre à son cabinet pour approbation, selon Abbas Zaki.

Le Conseil législatif palestinien s'est également réuni hier et les membres du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) se sont retrouvés dans la soirée, pour la deuxième journée consécutive.

Associated Press

## L'ultimatum est fixé à mercredi pour les trois otages en Afghanistan

WAHEDULLAH MASSOUD

Kaboul — Les ravisseurs des trois employés des Nations unies enlevés jeudi à Kaboul ont donné trois jours à la communauté internationale, jusqu'à mercredi à la mi-journée, pour satisfaire leurs exigences sous peine d'assassiner les otages, dont une vidéo a été diffusée hier par al-Jazira.

Un homme se présentant comme le porte-parole de l'Armée des musulmans (Jaish-e-Muhammad) a annoncé hier qu'une «Choura» avait décidé des demandes précises des ravisseurs et donnait trois jours, jusqu'au mercredi 3 novembre à 12h, à l'ONU, aux Etats-Unis et aux pays d'origine des otages pour les satisfaire.

«Nous voulons que les Nations unies quittent l'Afghanistan et qu'elles condamnent l'invasion du pays par des troupes étrangères», a-t-il dit. «Nous voulons que tous les prisonniers afghans à Cuba [dans la base américaine de Guantanamo] et à Bagdad [base américaine à 50 km au nord de Kaboul] et tous les Afghans détenus dans des prisons étrangères soient libérés.»

Il a demandé le départ des troupes britanniques et kosovares déployées en Afghanistan, en dépit du fait que cette province de Serbie n'a pas de soldats dans le pays. Sinon, a-t-il ajouté, «ces pays assisteront à la mort de leurs ressortissants».

«Nous voulons que les Philippines condamnent l'invasion des forces étrangères en Afghanistan», a-t-il encore dit. «Nous leur donnons à tous trois jours», à partir d'aujourd'hui, a-t-il conclu.

L'Irlando-Britannique Annetta Flanigan, le Philippin Angelito Nayan et la Kosovare Shqipe Habibi, tous employés au sein de la commission électorale afghano-ousienne qui a organisé l'elec-

tion présidentielle afghane du 9 octobre, ont été enlevés jeudi en plein jour à Kaboul.

Pour prouver qu'ils sont en vie et bien sous leur contrôle, les ravisseurs ont fait parvenir à al-Jazira une cassette vidéo, diffusée par la chaîne qatariote à la mi-journée.

«Nous pouvons confirmer que ces trois personnes sont nos collègues. Nous sommes soulagés car ils semblent ne pas être blessés», a déclaré le porte-parole de l'ONU en Afghanistan, Manoel de Almeida e Silva.

«Nous demandons leur libération immédiate», a-t-il ajouté en réitérant un appel lancé plus tôt dans la matinée. L'ONU a également indiqué sans autres précisions que les trois otages nécessitaient une «assistance médicale».

Pendant ce temps, les différentes parties impliquées dans la recherche des otages essayaient par tous les moyens de rentrer en contact avec les ravisseurs, en vue d'une négociation.

Selon le journal pakistanais The News, qui cite le chef présumé du groupe, Syed Akbar Agha, deux médiateurs afghans seraient en contact avec ce dernier.

L'ambassadeur philippin au Pakistan et en Afghanistan, Jorge Arizabal, s'est pour sa part rendu à Kaboul pour «établir des contacts avec des groupes, institutions et missions étrangères qui pourraient aider» à la libération d'Angelito Nayan, a dit le sous-secrétaire aux Affaires étrangères, Rafael Seguis.

Syed Akbar Agha a pour sa part déclaré en fin d'après-midi à l'AFP que l'ultimatum de mercredi n'était pas inflexible.

«Si, à l'issue de ces trois jours, d'éventuels médiateurs demandent une extension de l'ultimatum, j'y penserai; peut-être que je l'accorderai ou peut-être pas», a-t-il dit.

Agence France-Presse

### Mairie de Sao Paulo

## La candidate de Lula battue

Rio de Janeiro — Le candidat du Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB) à l'élection municipale de Sao Paulo, José Serra, a battu la mairesse sortante Marta Suplicy du Parti des travailleurs (PT) au second tour, selon un sondage de sortie des urnes de l'institut Ibope diffusé hier soir par TV Globo.

M. Serra est crédité de 55 % des voix contre 45 % à Marta Suplicy, membre du parti du président Luiz Inacio Lula da Silva, avec une marge d'erreur de 1,7 %. Lors du premier tour, le 3 octobre, Jose Serra avait obtenu 43,6 % des voix contre 35,8 % à Mme Suplicy.

L'élection de Sao Paulo, la principale ville du Brésil, était considérée comme l'enjeu central des élections municipales, dont le second tour a eu lieu hier dans 43 grandes villes brésiéliennes.

La défaite de Sao Paulo est un sérieux revers pour le PT, qui avait souligné que cette métropole était la «priorité des priorités» de ces élections municipales considérées comme le premier test politique du gouvernement Lula en place depuis janvier 2003.

Autre cuisant revers, le PT du président a aussi perdu hier lors du deuxième tour des élections municipales la mairie de Porto Alegre, son bastion depuis 16 ans.

Le maire sortant PT de Porto Alegre, Raul Pont, a été battu par José Fogaça, candidat du Parti populaire socialiste (PPS, ex-communiste). Sur les votes de 97 % des bureaux dépouillés, M. Fogaça obtient 53,5 % des suffrages contre 46,5 % à M. Pont.

Porto Alegre a été la première grande municipalité administrée par le PT et a longtemps été considérée comme sa vitrine. Siège du Forum social mondial, la ville du sud-est du Brésil a été un lieu d'expériences sociales novatrices comme le budget participatif.

A Sao Paulo, José Serra, 62 ans, est apparu sur le devant de la scène politique en tant que ministre de la Santé de l'ex-président Fernando Henrique Cardoso, poste qu'il a occupé de 1998 à 2002.

Il avait affronté notamment les grandes multinationales pharmaceutiques pour obtenir une baisse des prix des médicaments contre le sida. En 2002, il avait été le candidat malheureux contre Luiz Inacio Lula da Silva, lors du second tour de l'élection présidentielle.

Marta Suplicy, psychologue de 59 ans, avait gagné la mairie de Sao Paulo en 2000, une élection considérée comme un prélude à la victoire présidentielle de Lula deux ans plus tard.

Sa défaite intervient alors que, paradoxalement, son bilan municipal est considéré comme largement positif dans les enquêtes d'opinion. Pour certains analystes, la vie privée de Marta Suplicy, une adepte de la haute couture et des restaurants les plus chers de Sao Paulo, a joué un rôle non négligeable dans la chute de sa popularité. Trois mois après son accession à la mairie de Sao Paulo en 2001, «Marta» avait divorcé après 36 ans de mariage avec son mari, le populaire sénateur du PT Eduardo Suplicy.

Agence France-Presse

### VENEZUELA

## Début d'élections régionales qui devraient conforter Chavez

Caracas — Les Vénézuéliens ont commencé à voter dans le calme, parfois avec des retards dans l'ouverture des bureaux de vote, lors d'élections régionales qui devraient conforter, selon les sondages, les alliés du président Hugo Chavez.

La majorité des bureaux ont ouvert sans problèmes vers 5h30 locales, mais certains ont tardé un peu à Caracas et dans les Etats d'Anzoategui et Monagas, a indiqué le président du Conseil national électoral, Jorge Rodriguez.

Au total, 14 millions de Vénézuéliens sont invités à renouveler 22 des 23 postes de gouverneurs, 335 maires, deux maires de grandes agglomérations et 458 députés.

Selon M. Rodriguez, plus de 94 % des bureaux ont ouvert à l'heure prévue. Il a rejeté les accusations du parti d'opposition Première justice (droite) selon lesquelles les autorités électorales chercheraient à ralentir le scrutin.

Les autorités électorales s'attendent à un taux d'abstention de plus de 40 %, soit beaucoup plus que lors du référendum du 15 août réclamé par l'opposition, mais qui avait confirmé le président Chavez dans ses fonctions jusqu'en 2006. Le déroulement du scrutin est surveillé par 120 000 militaires.

Depuis le 15 août, la coalition hétéroclite de partis formant l'opposition et regroupés sous la bannière de la Coordination démocratique s'est fissurée. Les partis traditionnels Copei (démocrate-chrétien) et Action démocratique (social-démocrate) ont rejeté l'idée proposée par d'autres formations d'un boycottage du scrutin.

L'opposition détient actuellement huit postes de gouverneurs, la symbolique mairie de Caracas et plus de la moitié des 335 autres municipalités. Mais les analystes prédisent une victoire sans appel des partisans de M. Chavez.

Agence France-Presse

### Scrutin présidentiel en Uruguay



ENRIQUE MARCARIAN REUTERS

Des milliers de sympathisants de la gauche ont envahi les rues de Montevideo, fêtant par avance la victoire de Tabaré Vazquez.

## Vers une alternance historique en faveur de la gauche

Montevideo — Des milliers de sympathisants de la gauche ont envahi les rues de Montevideo, fêtant par avance la victoire du socialiste Tabaré Vazquez prévue par les sondages pour l'élection présidentielle d'hier, une première historique pour la gauche en Uruguay.

Sur la grande avenue 18 de Julio, qui traverse le centre de la capitale où vit un tiers des 3,4 millions d'Uruguayens, un long défilé spontané de voitures s'est formé, arborant les drapeaux bleu-blanc-rouge de la coalition de gauche.

Les derniers sondages avant le scrutin créditaient M. Vazquez de 51 à 56 % des voix, laissant prévoir une victoire dès le premier tour. Le scrutin qui avait démarré à 8h locales devait se terminer à 20h30. Le président du Conseil électoral de Montevideo, Walter Pesqueira, a prévu une forte participation d'environ 90 %, le vote étant obligatoire. À la mi-journée, la participation dépassait déjà les 36 %.

M. Vazquez, un cancérologue de 64 ans, s'est pour sa part déclaré sûr de sa victoire et s'est montré conciliant envers ses adversaires, après avoir voté dans le quartier ouvrier et appauvri de La Teja à Montevideo, où il est né. «Nous allons tendre une main fraternelle et tolérante car l'Uruguay de demain, nous devons le construire tous ensemble», a-t-il déclaré.

Jorge Larranaga, 48 ans, du Parti national (droite rurale conservatrice), crédité de 29 à 34 % des voix, s'est cependant dit certain de mettre son rival Vazquez en ballottage et a lancé un appel «au respect et à la tolérance» avant de voter dans sa ville de Paysandu, à 378 km au nord-ouest de Montevideo.

À Montevideo, des stands ont été montés à tous les carrefours, vendant des saucisses, beignets,

pizzas et autres spécialités et surtout des bannières aux couleurs diverses formations regroupées dans la coalition de gauche Rencontre progressiste-Front élargi (Encuentro progresista-Frente Amplio).

«Je le vois, je le sais, le président est Tabaré», scandait un groupe de jeunes grimés sur un pick-up couvert de banderoles du Frente Amplio.

Des maillages habitués à grimper les supporters de football pour les matches dans les stades proposaient aux passants qui débambulaient sur les larges trottoirs de l'avenue d'arborer les couleurs de la victoire.

Les piétons salueaient du «V» de la victoire les passagers des véhicules de tous les types qui klaxonnaient sur l'avenue: de la diligence conduite par des «gauchos» de la campagne jusqu'aux chariots de «hurgadores», ces collecteurs et recycleurs de déchets, en passant par une vieille décapotable américaine conduite par un imposant barbu et décorée de peluches et autres fanions.

Pratiquement aucun des vendeurs de drapeaux n'avait visiblement osé proposer les bannières bleues et blanches du Parti national du rival de M. Vazquez, Jorge Larranaga, et encore moins les drapeaux rouges du Parti Colorado du candidat Guillermo Stirling, de la formation du président sortant Jorge Batlle.

Plus de 40 000 émigrés, dont beaucoup de jeunes partis après la brutale crise économique et monétaire de 2002, sont revenus de l'étranger, y compris d'Espagne, pour voter en fin de semaine. L'Uruguay est l'un des rares pays du monde à ne pas autoriser ses ressortissants à voter dans ses représentations à l'étranger.

Agence France-Presse

### Présidentielle en Ukraine

## Le candidat de l'opposition en tête

Kiev, Ukraine — Le candidat de l'opposition Victor Iouchtchenko a obtenu la majeure partie des voix lors du premier tour de l'élection présidentielle organisée hier en Ukraine, selon des sondages à la sortie des urnes. Mais il ne devrait pas échapper à un second tour de scrutin.

M. Iouchtchenko a recueilli 45 % des voix contre 37 % pour le premier ministre Victor Ianoukovitch, ont annoncé des responsables hier soir, en faisant état de sondages de plusieurs organisations basés sur un échantillon de 20 000 électeurs dans toute l'Ukraine.

Les agences ITAR-Tass et Interfax ont fait état des résultats de deux autres sondages de sortie des urnes réalisés par deux instituts, dont un considéré comme proche du Kremlin. Tous deux accordaient 39 % à M. Iouchtchenko et respectivement 42 % et 43 % au premier ministre. Les agences ont cependant précisé qu'un des instituts avait cessé ses opérations en milieu d'après-midi car un nombre trop important de personnes interrogées refusaient de répondre.

Un peu plus tôt, ITAR-Tass avait déclaré que M. Ianoukovitch pointait en tête, citant Guennadi Korj du service de presse de son équipe de

campagne et des informations issues d'un sondage effectué en milieu d'après-midi.

Le taux de participation s'est élevé à 76 %, selon la Commission centrale électorale.

Au total, 24 candidats étaient en lice à l'occasion de ce premier tour de scrutin aux allures de test pour la démocratie en Ukraine, pays de 48 millions d'habitants, écartelé entre la Russie et l'Occident.

Mais la course pour un mandat de cinq ans se jouait entre deux candidats: «les deux Victors». Lun, Ianoukovitch, premier ministre, soutenu par le président sortant Leonid Kouchma, est plus enclin à se rapprocher du Kremlin; l'autre Iouchtchenko, ancien premier ministre, réformateur, pencherait plutôt vers l'Europe occidentale. Tous deux promettent d'accélérer la reprise économique malgré laquelle des millions de personnes continuent de vivre dans la pauvreté.

M. Iouchtchenko, qui votait à Kiev, s'est déclaré certain de l'emporter dès le premier tour (soit en obtenant plus de 50 % des suffrages) mais les électeurs devront probablement retourner aux urnes le 21 novembre prochain.

Associated Press

## Irak: Allaoui menace de donner l'assaut à Fallouja

Ramadi, Irak — Vingt-cinq personnes ont été tuées hier dans de nouvelles violences en Irak, dont 15 dans une attaque à la roquette à Tikrit et 10 dans des heurts entre rebelles et forces américaines à Ramadi, tandis que le premier ministre iraquien a menacé de donner l'assaut à Fallouja.

Dans le bastion sunnite de Ramadi, 10 iraqiens ont été tués et 12 autres blessés, selon une source hospitalière. La police a indiqué que des heurts avaient éclaté dans le centre-ville.

Selon un journaliste de l'AFP accompagnant les Marines, trois militaires américains ont été blessés lors de l'explosion d'un engin artisanal au passage d'une patrouille américaine hier matin à Ramadi.

Après l'assassinat de l'otage ja-

pinois Shosei Koda par le groupe de nouvelles violences en Irak, a déclaré hier que son pays ne retirerait pas ses troupes d'Irak, ce que réclamaient les ravisseurs pour épargner la vie de l'otage.

L'ambassadeur de Pologne en Irak a appelé à la clémence des ravisseurs de l'otage polonaise, Teresa Borcz, à l'issue d'un entretien à Bagdad avec le président du Comité des oulémas, Hareth al-Dari.

Quant aux otages français Georges Malbrunot et Christian Chesnot, ils «sont en bonne santé», a affirmé l'ambassadeur de France à Bagdad, à l'issue d'une rencontre avec le président du Comité des oulémas.

Agence France-Presse

## É D I T O R I A L

## PPP prudence!

Depuis une semaine, la Commission parlementaire des finances publiques entend les représentations des groupes d'intérêt dans le cadre de l'adoption du projet de loi créant l'Agence des partenariats public-privé. Malgré les affirmations rassurantes de la présidente du Conseil du trésor, Mme Monique Jérôme-Forget, la preuve n'est toujours pas faite des avantages pour le Québec de se lancer dans la formule des PPP sur une grande échelle.

**L**e projet de loi à l'étude propose la création d'une agence gouvernementale pour «susciter, accueillir, initier, évaluer et proposer des projets de partenariat», tant au gouvernement lui-même qu'aux organismes que sont les grands réseaux de services publics et même les municipalités. Selon Mme Jérôme-Forget, cette agence aurait surtout pour mandat de conseiller le gouvernement et les organismes concernés, mais voilà une interprétation pour le moins restrictive du texte qui dit, à l'article 8, qu'un organisme public «doit recourir aux services de l'Agence pour l'évaluation de la faisabilité en mode de partenariat public-privé de ses projets d'infrastructures, d'équipements ou de prestation de services publics». L'article suivant ajoute même qu'«un organisme public doit, à la demande de l'Agence, lui fournir tout renseignement relatif à ses projets d'infrastructures, d'équipements et de prestation de services publics», sans préciser qu'il s'agit exclusivement de projets de partenariat. Tel que le projet de loi est présentement rédigé, on peut supposer que, chaque fois qu'un organisme public projettera d'investir dans des infrastructures d'une certaine envergure, il devra obtenir l'avis de l'Agence quant à l'intérêt d'un partenariat avec le privé. Si tel n'est pas le cas, Mme Jérôme-Forget doit modifier le texte de loi pour le clarifier.

Cela dit, on aura beau créer toutes les agences que l'on voudra pour susciter, identifier, choisir des projets de partenariat public-privé, la preuve reste à faire quant à l'intérêt de la

formule. Selon la ministre, l'implication du privé permettra de réaliser, sans s'endetter, des projets importants tels une autoroute ou un grand hôpital, et de les entretenir mieux que ne le fait le public pendant 20 ou 30 ans tout en respectant les délais de construction et les budgets prévus. Peut-être. Financer, construire et assurer l'entretien matériel d'un hôpital moyennant un loyer et un rendement raisonnables sur le capital investi, cela est non seulement imaginable, mais nous changerait de la situation actuelle. En revanche, on imagine mal une entreprise qui accepterait d'investir sans une prime excessive des centaines de millions dans un projet à ce point risqué que l'État lui-même ne s'y aventurerait pas.

Avant de se lancer dans une opération de PPP à grande échelle comme le projet de loi le laisse entrevoir, il vaudrait certainement mieux réaliser quelques projets-pilotes d'une portée limitée.

Autre sujet de préoccupation soulevé par la Commission d'accès à l'information cette fois, le projet qui est sur la table comporte des failles béantes au chapitre de la transparence. N'oublions pas que nous parlons de services et de fonds publics: tout doit avoir été prévu pour que les partenaires impliqués soient soumis aux mêmes obligations de divulgation de renseignements qu'un ministère ou un organisme public.

Ce n'est pas d'hier que les gouvernements cherchent la formule miracle qui permettrait de réaliser plus rapidement et sans s'endetter des projets que l'on n'aurait même pas à gérer soi-même par la suite. Malheureusement, personne n'a encore fait la démonstration que le public en sort toujours gagnant. En cette matière, la prudence reste donc la meilleure conseillère.

j.rsansfacon@ledevoir.ca

## Chaînes tous azimuts

**C**omme dans le cas du mariage gai, une décision judiciaire vient prendre de court le gouvernement. La juge Danielle Côté, de la Cour du Québec, n'a pas attendu le rapport du comité gouvernemental sur l'accès aux chaînes étrangères, pas plus que l'analyse du CRTC sur cette question, pour décréter jeudi dernier que toute restriction à ce sujet devait être levée, au nom de la liberté d'expression.

Seule concession, à laquelle le mariage gai n'avait pas eu droit: la juge octroie un délai d'un an avant que sa décision soit applicable, consciente de ses importantes conséquences. En effet, comme le résumaient les avocats du gouvernement, «l'argumentation des accusés [à qui la juge donne raison] revient à contester le principe même de la réglementation de la radiodiffusion». C'est dire l'effet de bombe qu'a la décision, d'autant plus que la contestation a été menée par deux beaux-frères de Drummondville qui veulent simplement avoir accès aux canaux américains de leur choix et qui bataillent, depuis six ans, sans avocat!

La juge, dans un argumentaire étoffé, reconnaît que, dès l'origine, la politique canadienne de radiodiffusion a voulu contrer l'envahissement des médias américains et assurer la viabilité de notre système télévisuel. Hélas, on n'a jamais évalué le dossier en se plaçant du côté des

citoyens. C'est donc l'angle qu'elle a privilégié, d'où sa question: «La protection de l'intégrité du système canadien de radiodiffusion [est-elle] un objectif suffisamment important pour justifier une restriction à la liberté d'expression?» Sa réponse est claire: non.

Au contraire, dit-elle, le citoyen canadien a le droit «d'avoir accès à toute la programmation disponible» sans passer par des distributeurs canadiens. Cela signifie, si on se réfère aux décisions controversées du CRTC cet été, l'accès à la RAI, à une chaîne généraliste chilienne ou à al-Jazira. Cela comprend même, selon le jugement, le droit de voir les publicités américaines présentées pendant le Super Bowl!

Actuellement, quiconque se sert de décodeurs pour visionner des chaînes non officiellement distribuées ici est dans l'illégalité, passible d'amendes et d'une peine d'emprisonnement. C'est trop, tranche la juge. Si le but est de «se protéger de l'invasion culturelle américaine», alors que le gouvernement imagine d'autres moyens!

Vu sous cet angle, le jugement est sans faille, surtout à l'ère d'Internet, aux horizons illimités et peu contrôlés. Néanmoins, la télévision traditionnelle occupe toujours un large créneau. Or, au Canada, elle tient à un équilibre fragile. Ainsi, le financement de nos émissions provient largement du Fonds canadien de télévision auquel les distributeurs versent 5 % de leurs revenus bruts. Privés des chaînes américaines, dorénavant directement accessibles, auront-ils l'argent pour alimenter adéquatement ce fonds?

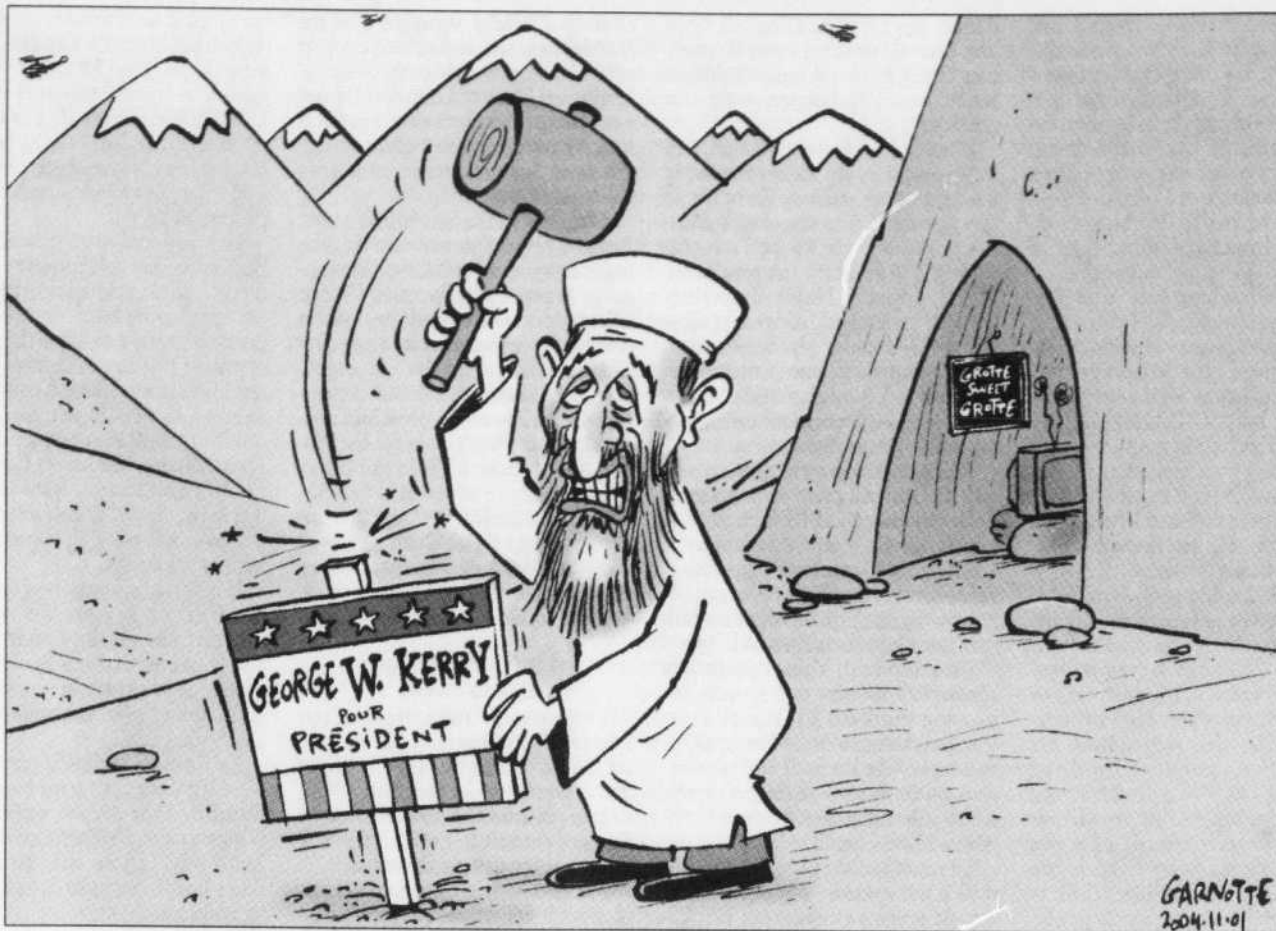
La juge a choisi de ne pas s'intéresser à cet aspect des choses, ce qui est assez réducteur. Le gouvernement, lui, n'aura d'autre choix que de s'y pencher, et plus sérieusement qu'en se contentant d'aller en appel. Car cette décision ne manque déjà pas de supporters, mécontents du CRTC.

jboileau@ledevoir.ca

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX  
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON  
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE  
Directeur de l'information JULES RICHER  
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,  
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU  
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET  
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



## LETTRES

## La liberté n'est pas gratuite

La sœur d'un Canadien récemment assassiné à Bagdad soutient que son frère est mort parce qu'il était chrétien. Réaction du Canada: le ministère se dit préoccupé. Depuis, aucun suivi, aucune condamnation par rapport aux violations des libertés religieuses. Voilà la réaction typique du Canada.

Depuis des décennies, le Canada soigne son image internationale à coups de missions de paix dans des pays en crise. Pour ma part, je considère pitoyable, oui vraiment pitoyable, l'absence de vision canadienne par rapport aux grands enjeux internationaux. Absence de vision et de convictions quant à l'impact du terrorisme, absence de vision quant aux libertés religieuses, et aussi absence de vision quant aux rapports de forces qui menacent l'équilibre international.

La liberté n'est pas gratuite et le Canada semble en ignorer complètement le coût!

Contrairement aux Américains, qui constituent une «tour de garde» quant aux libertés religieuses sur la scène internationale en publiant de nombreux rapports d'observation sur ces mêmes libertés, le Canada n'a aucune connaissance ni expertise en cette matière. Probablement à cause de l'absence de vision et d'engagement du gouvernement en ce sens, les Canadiens ignorent que les libertés religieuses sont systématiquement brimées dans de nombreux pays dont l'Iran, l'Irak, l'Inde, la Russie, le Sri Lanka (qui s'apprête à voter une loi anticongression visant le christianisme), le Laos, le Vietnam, la Chine, l'Indonésie, la Corée du Nord, sans compter de nombreux pays du Moyen-Orient (même au Chiapas mexicain).

Le Canada manque totalement de vision quant aux grands enjeux internationaux. Pitoyable pour un pays qui veut se donner une vision d'intégrité sur la scène internationale! Le Canada ne fait que réagir aux violations des droits en matière religieuse et n'a aucune vision ni conviction susceptibles de lui donner une crédibilité. Pitoyable pour un pays qui veut étaler son intégrité à la face du monde! L'intégrité est comme la liberté. Elle a un coût.

Michel Gaudette  
Trois-Rivières, le 25 octobre 2004

## Non à la religion à l'école

Les évêques demandent la religion à l'école. Je demande à ceux qui doivent prendre la décision de refuser, et voici pourquoi.

Les jeunes aiment s'identifier à un gang. Ce besoin, bien que légitime, crée néanmoins des rivalités qui opposent des groupes, et nous assistons tous les jours à la violence suscitée par l'adhésion à l'un ou l'autre de ces groupes. Imaginez qu'il y ait dans les écoles une bande de protestants, une bande de catholiques, une bande de témoins de Jéhovah, une autre de musulmans, etc. Cette menace de voir se diviser ainsi le milieu scolaire est bien réelle.

C'est l'inévitable aboutissement de groupes «silos» qui se côtoient, mais ne partagent pas les mêmes idéologies. Les lois faites par les humains essaient tant bien que mal d'unifier tout ce beau monde, mais ce sera difficile tant que la petite flamme qui oscille dans chaque individu ne livre pas le même message.

Toutes les religions comportent des ferments de guerre, l'Histoire le prouve. Toutes les religions ont à leur base une doctrine erronée. Les dogmes, la doctrine, les sacrements qui relèvent d'incantations — et des hommes —, est-ce cela que nous voulons pour nos jeunes de demain? Dans les écoles, au lieu de l'enseignement de la religion, je propose en remplacement l'enseignement de la philosophie, qui a pour objectif la réflexion. Le fait d'apprendre aux jeunes à réfléchir sur les grands enjeux de la société et de leur enseigner des valeurs humanitaires et universelles inculquera à ces jeunes, qui représentent la société de demain, le sens des responsabilités, bien davantage que l'apprentissage d'une religion tissée de mythes et d'éléments apparentés aux sectes.

Il nous faut une spiritualité laïque, une spiritualité de la vie, c'est ce que je développe dans mon livre *Au-delà de la religion*.

Andréa Richard  
Octobre 2004

## Un cimetière rétrograde

En juillet dernier, j'ai eu la peine de voir mourir mon compagnon. Nous vivions ensemble depuis 11 ans. Force m'a alors été de prendre les dispositions pour inhumer ses cendres dans le terrain familial acheté par mon grand-père paternel dans les années quarante au cimetière Notre-Dame-des-Neiges. Première surprise, j'apprends que cet aïeul, mort en 1942, est toujours le concessionnaire de ce terrain et qu'il le restera... jusqu'à la fin des temps.

Aujourd'hui, on peut donc enfouir dans ce terrain uniquement les dépouilles de sa descendance directe et des époux et épouses de ceux-ci. Je précise à la préposée que mon «chum» et moi n'étions pas mariés. Deuxième surprise, la dame m'informe alors que 25 années de vie commune sont exigées pour qu'un «conjoint de fait» obtienne ce droit sans permission. Non seulement je m'étonne, mais je m'indigne: 25 ans! Les gouvernements reconnaissent ce statut après trois ans. «Notre-Dame-des-Neiges est un cimetière catholique», m'explique-t-elle. Notez que je peux faire enterrer mon «conjoint de fait», mais que j'ai besoin de la signature des membres de ma famille. Idéalement de tous. Cognier à la porte d'un vieil oncle, contacter un cousin détestable: voilà que je dois quémander.

À l'affliction s'ajoute le stress de cette curatelle où l'on me force à obtenir l'accord de gens qui me sont devenus inconnus. Dans mon for intérieur, je peste contre cette morale dite catholique. D'ailleurs, sous ce couvert, ne poursuit-on pas d'abord des objectifs mercantiles? Limiter l'accès à ces vieux terrains familiaux, n'est-ce pas en effet vendre davantage de columbariums et de niches? Au Repos Saint-François d'Assise, autre cimetière catholique, on a aboli ces lois obsolètes et rétrogrades. Les propriétaires des terrains sont les vivants et ils en disposent comme ils veulent. La loi dont se réclame la direction de Notre-Dame-des-Neiges a été sanctionnée le 26 mars 1902! Sur quelle planète vit donc la Fabrique du cimetière Notre-Dame-des-Neiges? Je lui suggère de revoir de toute urgence des lois et des règlements honteux pour la société québécoise.

Réjane Bougé  
Octobre 20

## LIBRE OPINION

## Francophonie et fédéralisme: l'exemple belge

JEAN-MARC LÉGER  
Journaliste

**À** la fin novembre, les 26 et 27, aura lieu à Ouagadougou, capitale du Burkina Faso, la 10<sup>e</sup> réunion des chefs d'État et de gouvernement des pays de langue française, qu'on appelle désormais plus brièvement les «Sommets francophones».

Parmi la cinquantaine de participants (51 membres plus quatre pays observateurs), le Québec occupera comme d'habitude une sorte de demi-place ou, plutôt, un strapontin, politiquement et juridiquement parlant, sous la curieuse appellation de Canada-Québec, étiquette farfelue sinon grotesque imposée dès 1972 par Ottawa dans le cadre d'un protocole de type léonin, condition sine qua non d'une participation relativement distincte à la jeune Organisation internationale des pays francophones, née en 1970, sous le nom, alors, d'Agence de coopération culturelle et technique.

En fait, le Québec aurait pu et aurait dû, en invoquant l'origine de ce concept inédit de gouvernement participant et les statuts de l'Agence, obtenir un accord beaucoup plus favorable. Mais le gouvernement québécois d'alors n'avait nulle envie de se battre à ce propos et s'est assez aisément résigné au diktat fédéral, lui octroyant une modeste place de demi-participant, qui n'était plus qu'une pâle copie du statut taillé pour lui sur mesure lors de la conférence de Niamey de mars

1970, grâce à l'intervention et à l'insistance de la délégation française.

Assez curieusement, ce statut réduit et fragile faisait alors l'envie des francophones de Belgique qui ne jouissaient sur ce plan d'aucune forme d'autonomie ni d'aucune expression propre, leur pays étant alors un État unitaire.

Depuis, et à partir de 1980, il y a eu, en deux étapes, une sorte de révolution juridique et politique, la Belgique se transformant en une fédération mais, attention, une véritable fédération, jouant sur deux plans, les régions et les communautés, les unes et les autres disposant de larges pouvoirs, avec une très grande mesure d'autonomie et, élément capital, la capacité d'agir directement sur le plan international en ce qui a trait à leurs pouvoirs. Ainsi, ce qui fut un temps souhaité et rêvé chez nous, à savoir le prolongement externe des compétences internes (la «doctrine Gérin-Lajoie»), était d'emblée mis en œuvre dans la Belgique fédérale.

Il y a trois régions: Bruxelles, Flandres et Wallonie; trois communautés: flamande, française et germanique, les unes et les autres disposant de larges pouvoirs qu'elles exercent en toute souveraineté. C'est ainsi que les communautés ont l'autorité exclusive dans tout ce qui a trait à l'éducation au sens le plus large, à la sécurité sociale et à la santé, à la jeunesse, à la culture; dans ce dernier cas, elles ont l'entière juridiction sur la radiodiffusion et sur la télévision.

## Membre distinct

Et voici — innovation qui nous intéresse au premier chef — que, depuis cinq ans, la Communauté française de Belgique est membre distinct, à part entière, de l'Organisation internationale de la Francophonie, sur le même pied que les États souverains, alors que le gouvernement fédéral de Belgique n'y est plus qu'observateur.

C'est assez dire que c'est nous désormais qui pouvons envier les francophones de Belgique, non seulement d'ailleurs en ce qui a trait à leur statut international, mais à l'étendue de leurs pouvoirs au titre des communautés et des régions.

Chez nous, c'est une fédération bâtarde, née dans l'équivoque (concession de J. Macdonald à son compère G.-E. Cartier) qui depuis un demi-siècle ne cesse d'aller vers la centralisation accrue, et où la confiscation des ressources propres des États fédérés, les «provinces», à partir des années 1940, fait de celles-ci des sollicitieuses permanentes, des mendiannes soumises au bon vouloir du gouvernement central.

De nouveau, au prochain Sommet francophone, le Québec occupera son strapontin, derrière le panonceau ridicule de Canada-Québec qui rappelle son état de vassal. Ce devrait être l'occasion d'une méditation morose sur notre asservissement permanent. Et peut-être un jour l'excès d'indignité provoquera-t-il un sursaut...

## IDÉES

Les politiques « vertes »  
de la Maison-Blanche

JASON REED REUTERS

Une comparaison entre les 14 derniers mois sous Clinton et les 14 premiers sous Bush révèle également un écart de plus de 80 % dans les montants perçus par l'Environmental Protection Agency.

ALEXIS BEAUCHAMP

Chercheur, Centre études internationales  
et mondialisation (CEIM),  
Université du Québec à Montréal

**A** l'heure des bilans, l'administration Bush se fait vertement critiquer par les ONG américaines pour ses initiatives dans le domaine de l'environnement. Depuis l'entrée en fonction de cette dernière, la Maison-Blanche a allégué les normes incluses dans des lois aussi fondamentales que le Clean Water Act et le Clean Air Act, qui ont contribué plus que toute autre initiative à améliorer la santé publique et l'environnement aux États-Unis depuis plus de 30 ans.

Alors que Ronald Reagan avait, dans les années 1980, préconisé un ordre du jour radicalement anti-environnemental, son équipe s'était cependant frottée à un Congrès qui avait réussi à contrer une partie de ses initiatives. La Maison-Blanche favorise donc une approche réglementaire plutôt que législative, ce qui a permis à ses plans de passer relativement inaperçus : si l'opinion publique américaine perçoit les efforts de Bush dans le domaine environnemental comme insuffisants, très peu d'électeurs sont conscients de l'ampleur de ses initiatives visant les politiques vertes.

## Une mise en application déficiente

Plutôt que de mener une attaque frontale contre les principales lois environnementales, l'équipe de Bush et Cheney a choisi de passer par les règlements et les normes qui servent à appliquer ces mêmes lois, minimisant du même coup les chances d'un affrontement en public avec le Congrès. Parallèlement, l'administration actuelle a manipulé et censuré des rapports scientifiques provenant de ses propres agences, dont plusieurs sont dorénavant entre les mains d'anciens lobbyistes entretenant des liens étroits avec les industries qu'elles doivent surveiller!

Le résultat devient alors prévisible : les amendes imposées pour des violations environnementales ont chuté de près des deux tiers entre 2001 et 2003, tandis que les poursuites au criminel, l'arme de dernier recours du gouvernement en matière de mise en application

des lois environnementales, ont diminué de tiers.

Une comparaison entre les 14 derniers mois sous Clinton et les 14 premiers sous Bush révèle également un écart de plus de 80 % dans les montants perçus par l'Environmental Protection Agency (EPA) par le biais d'amendes et de règlements hors cour avec des entreprises polluantes (845 millions de dollars sous Clinton et 165 millions sous Bush). Cette tendance à la baisse est directement liée au fait que l'EPA, principale agence fédérale chargée de l'élaboration et de l'application des normes environnementales, a réduit le nombre d'inspecteurs à son plus bas niveau depuis son inauguration en 1970.

## Un programme anti-environnemental diversifié

Le Natural Resources Defense Council a recensé plus de 400 instances où l'administration Bush s'en est pris aux politiques environnementales américaines. [...]

L'administration actuelle n'a d'ailleurs pas tardé à soulever la controverse, annonçant quelques semaines après l'entrée en fonction du président Bush que la mise en application d'une norme réduisant la quantité légale d'arsenic dans l'eau potable serait reportée. La Maison-Blanche soutenait que cette mesure constituerait un fardeau excessivement lourd pour les fournisseurs d'eau tout en n'offrant que des bénéfices minimes pour la santé publique. L'immense tollé médiatique provoqué par cette décision a forcé l'EPA à revenir sur sa position en octobre 2001, plus de cinq mois après l'annonce initiale.

Cette année, pour la première fois depuis le passage du Clean Water Act en 1972, la qualité des cours d'eau aux États-Unis s'est détériorée, selon l'EPA. Outre l'eau, l'administration Bush cherche également à alléger les normes liées à l'air [...] et les contraintes environnementales des centrales électriques.

## La science « politisée »

Aucun dossier environnemental n'a autant attiré l'attention internationale que les changements climatiques. Outre son rejet du protocole de Kyoto en mars 2001, l'administration Bush a refusé à plusieurs reprises de souscrire au consensus général sur la science des changements climatiques, recourant

même à la censure afin de minimiser les critiques de sa politique attentiste dans le dossier.

En septembre 2002, les dirigeants de l'Environmental Protection Agency (EPA) ont en effet éliminé le chapitre sur les changements climatiques du rapport annuel de l'agence sur la pollution atmosphérique. C'est dans le même but que la Maison-Blanche a supprimé cinq des six paragraphes consacrés aux changements climatiques dans le rapport annuel de l'EPA de 2003, document qui fait par ailleurs 600 pages! Cette « politisation » de la science a été dénoncée à plusieurs occasions par la communauté scientifique, la plus récente ayant pris la forme d'une pétition signée par plus de 5000 scientifiques de renom (dont 48 prix Nobel).

Cette année,  
pour la  
première fois  
depuis le  
passage  
du Clean  
Water Act  
en 1972, la  
qualité des  
cours d'eau  
aux États-  
Unis s'est  
détériorée

La feuille de route désolante de Bush a unifié le mouvement environnemental américain. L'objectif est clair : empêcher la réélection de George W. Bush. Son opposant, le sénateur John Kerry, semble toutefois hésitant à soulever le bilan environnemental désastreux de son adversaire, craignant sans doute de se faire étiqueter comme environnementaliste dans un contexte politique où le conservatisme prédomine. Alors que Kerry peut se targuer d'une réputation presque irréprochable en environnement, il adopte sensiblement la même tactique électorale qu'Al Gore en 2000, qui s'était fait très discret sur la question.

## Rôle du Congrès

Si le président est en mesure de jouer un rôle crucial en politique environnementale, le Congrès représente également un acteur clé. Le duo Clinton-Gore, dont l'arrivée au pouvoir avait réjoui les organisations environnementales, n'est pas parvenu à réaliser son agenda environnemental, entre autres à cause d'un Congrès souvent hostile aux propositions de la Maison-Blanche dans ce domaine, particulièrement après la vague républicaine de 1994. Le parti de George W. Bush devrait d'ailleurs conserver la main haute sur les deux chambres du Congrès lors des « autres élections » du 2 novembre.

Il faut toutefois souligner que les deux derniers Congrès, à majorité républicaine, ont bloqué plusieurs des projets les plus dommageables pour l'environnement mis sur pied par l'exécutif depuis 2001. [...]



Michel Venne

Pour aimer  
les Américains

**P** ourquoi y a-t-il une forte proportion d'entre nous, au Québec, mais aussi ailleurs dans le monde, souhaitant la victoire, demain, du candidat démocrate John Kerry sur George Bush? J'ai l'impression que c'est parce que nous voulons recommencer à aimer les Américains.

Le règne de Bush et, à travers lui, celui affiché de la droite religieuse, riche et néoconservatrice américaine, son unilatéralisme messianique à l'échelle du monde, son mépris pour l'Europe, le soutien que lui accorde l'industrie des armes, ont fini par créer une animosité qui contredit la sympathie que le monde accorde volontiers à son hyperpuissance.

L'élection de Kerry donnerait le sentiment d'un retour du balancier vers le centre, autant en politique intérieure qu'en politique étrangère. On aurait à Washington « un gars parlable », pour utiliser un langage populaire. Le chef d'état-major de l'humanité aurait au moins la délicatesse d'écouter ses alliés. Et dans son pays, il arrondirait les angles, afficherait plus de compassion, serait moins ouvertement favorable aux riches. Il redonnerait confiance.

Les inégalités les plus criantes demeureraient, voire continueraient de s'accroître. Mais nous retrouverions l'espoir de voir les choses s'améliorer aux États-Unis, ce en quoi nous ne croyons plus avec Bush, Cheney et ses amis. Nous pourrions enfin recommencer à dire que les États-Unis ne sont pas ceux de la droite obtuse, mais un continent où se côtoient tous les possibles. Nous aimons croire que les Américains sont foncièrement bons.

Pourtant, peu de choses changeraient radicalement dans la réalité. Kerry approuve comme Bush l'augmentation des dépenses militaires. Un journaliste a qualifié Kerry de « faucon progressiste ». Peut-être que l'un de ses traits qui séduisent les Québécois est son ambivalence. Kerry n'est pas contre la présence américaine en Irak. Il dit seulement qu'elle fut prématurée. Ses positions sur l'Iran, la Russie, le Darfour seraient, selon le spécialiste Charles-Philippe David, très semblables à celles du président sortant.

Le directeur de la rédaction de la revue *Foreign Affairs*, Gideon Rose, soutient que les similitudes sont plus nombreuses que les différences entre Bush et Kerry en matière de politique étrangère. Et cela s'explique largement par le fait que Bush n'a plus de marge de manœuvre. « La doctrine Bush est morte parce que ses piliers sont discrédités », dit-il.

Notamment, l'absence d'armes de destruction massive et le chaos en Irak ont discrédité le premier pilier, celui de la « guerre préventive ». L'abandon par la Libye de son programme nucléaire a affaibli le deuxième — celui de l'obligation d'un changement de régime pour obtenir des résultats. Selon Rose, « le 11 septembre a installé un plancher à l'isolationnisme au-dessous duquel la politique étrangère américaine ne glissera pas, et l'Irak, un plafond d'aventurisme au-dessus duquel elle ne s'élèvera plus ».

Kerry croit lui aussi dans le rôle prédominant que doit jouer son pays dans la bonne marche du monde. Il souhaite le triomphe des « valeurs américaines ». Aussi est-il partisan du recours à la puissance politique, militaire, économique et morale de son pays pour faire la différence lorsque cela est possible. N'a-t-il pas commencé son discours à la convention démocrate, cet été, en posant sa candidature comme futur commandant en chef?

Les réformes qu'il propose dans les domaines de la santé, de la fiscalité, du contrôle des armes, sont relativement timides. Pour s'attirer les votes, il se laisse photographier un fusil de chasse à la main. La population américaine est majoritairement conservatrice. Kerry, pas plus que Clinton en son temps, ne provoquerait une révolution sociale.

Il reste une question : pourquoi voulons-nous aimer les Américains? Est-ce parce que, instinctivement, nous souhaitons rester sous leur protection bienveillante? Est-ce parce que, à cause de la géographie et du libre-échange, 60 % de notre économie est liée à celle de nos puissants voisins? Est-ce parce que nous leur envions leurs succès économiques et culturels, leur cinéma, la puissance de leur industrie du disque, leurs nombreux prix Nobel, la conquête de l'espace?

Leur envions-nous plutôt leur capacité à afficher leurs contradictions, à faire apparaître les positions tranchées et politiquement incorrectes dans tous les débats alors que, chez nous, la recherche infinie du consensus a pour effet de camoufler parfois les enjeux réels? Car nous avons nos « néocons » qui n'osent pas s'afficher comme tels. Et nous avons nos intégristes religieux, qui sont cependant relégués à la marge.

Il y a des avantages et des inconvénients aux deux attitudes. La polarisation (que nous vivons aussi chez nous, à certains égards, dans la question nationale), l'affrontement permanent, la défense acharnée de son point de vue, l'idéologie du *self-made man*, le mythe de la Conquête de l'Ouest, ont comme corollaire 45 millions de citoyens sans assurance-maladie, l'une des plus fortes proportions au monde de citoyens en prison, les *bunkers* protégés pour riches, des paradis de l'artificiel, une fermeture aux autres cultures.

A contrario, l'idéologie du consensus, la tradition de concertation, l'objectif de réduire les inégalités, créent une société plus lisse, sans doute moins spectaculaire, mais plus égalitaire et conciliante et tout aussi innovante. Notre défi serait peut-être de réconcilier les deux : savoir débattre comme les Américains, mais dans la recherche du bien commun.

Que Bush ou Kerry l'emporte demain, rappelons-nous que notre rapport aux Américains ne dépend pas seulement d'eux. Il dépend beaucoup de nous. Aussi, s'il n'y avait qu'une leçon à tirer d'eux, c'est la fierté qu'ils ont de ce qu'ils sont, de leur nation avec ses qualités et ses défauts.

michel.venne@inn.qc.ca

## Les jeunes ne sont pas fatigués

LAURIER RAJOTTE  
23 ans, Montréal

Lettre à Denise Bombardier

**D** ans votre chronique du 23 octobre, vous dressez un portrait de notre société que vous qualifiez d'écrasée sous la fatigue. En opposition à ce que vous affirmez, je tiens à rassurer les lecteurs de ce journal : le fil d'Ariane passant d'une génération à une autre n'est pas la fatigue, car — qu'on se le dise! — les jeunes ne sont pas fatigués. C'est bien connu, la génération au pouvoir (puisqu'il faut l'appeler par son nom) parle au nom des jeunes, pour les jeunes, à la place des jeunes, mais à force de parler pour les autres, on ne veut plus dire grand-chose.

D'abord, les jeunes ne sont pas une classe unique. Dès l'école primaire, il y a des intellectuels, des blasés, des penseurs, des mous, des protestataires, etc. Les réduire à un seul groupe restreint la pertinence de « parler pour eux » et du coup, souligne l'incohérence du couple « fatigue-jeunesse ».

La génération au pouvoir pourrait être fatiguée de voir les jeunes ne pas être comme elle — ne pas es-

pérer l'avenir du Québec comme elle l'espère, ne pas lire les mêmes livres qu'elle lisait — et même fatiguée de ne pas comprendre que la télé, l'ordinateur et les jeux vidéo ne sont pas un sous-divertissement, que tout cela serait normal. Y a-t-il eu une seule génération au pouvoir satisfaite de la relève? Or, de là à transférer cette fatigue à ce que ressentent les jeunes, il y a une marge qu'un commentaire objectif ne saurait franchir.

## Les jeunes, des gens réveillés

Contrairement à ce que vous avancez, ceux qu'on classe sous l'étiquette « ado » n'ont pas dans leur vocabulaire les « ça me fatigue ». Non. Lorsqu'on les écoute, on entend plutôt des « ça m'éclaire », des « ça m'énerve » et autres « ça m'énerve » qui illustrent leur état de recherche identitaire. Lorsqu'on recherche, on n'est pas fatigué car on veut trouver.

Du reste, il en va de la fatigue comme des gras : il y en a de la bonne et de la moins bonne. Par exemple, un élève qui serait membre de tel comité, qui participerait à plusieurs activités parascolaires et qui s'impliquerait dans les sports sentirait peut-être de la fatigue le vendredi soir arrivé. Qu'on la lui laisse, cette fatigue!

À force de parler pour les jeunes, on leur fait croire qu'il ne faut jamais ressentir de stress ou de fatigue. Erreur. L'effort est une habileté naturelle chez l'humain et elle se perd lorsqu'on ne l'entretient pas. Allez demander aux nombreux jeunes qui participent aux expos-sciences, aux programmes sport-étude, à la concentration musique, aux nombreux projets de quartier, aux ateliers d'art dramatique, aux activités des maisons de jeunes et des centres communautaires ainsi qu'à des projets personnels d'écriture, de photo, de danse, de musique : sont-ils tous fatigués? Si ce n'est que de la bonne fatigue, ils sont des gens bien réveillés.

La première chaîne de la radio de Radio-Canada nous fait entendre un bel échantillon de ce qu'ont à dire les jeunes dans l'excellente émission *Ado-Radio*. Dans cet espace, on célèbre leurs mots et, chose rare, on les écoute. Bien sûr, malgré leurs nombreuses qualités, les jeunes ne sont pas parfaits, mais il est faux de les définir comme des gens fatigués.

Il n'y a pas si longtemps j'étais ado et aujourd'hui, je ne sais plus quelle étiquette on me colle, mais je tiens une fois de plus à rassurer ceux qui en douteraient : si la génération au pouvoir se sent fatiguée, elle peut compter sur les jeunes pour garder l'œil ouvert.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine : Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise, Marie-Andrée Chouinard (éducation), Josée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Jean-Pierre Legault (pupitre édit, idées, perspectives et sports), Isabelle Paré (santé), Pauline Gravel (sciences), Michel Garneau (cartooniste), Diane Prévost (responsable des pages thématiques), Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (relucteurs), Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information culturelle : Michel Bélair (responsable), Julie Carpentier, Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels), Stéphane Bailargeon (théâtre), Paul Cauchon (médias), Caroline Montpetit (livres), Odile Tremblay (cinéma), Bernard Lamarche (arts visuels); à l'information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy, Éric Desrosiers, Alec Castonguay, Claude Turcotte; à l'information internationale : Claude Lévesque, Guy Taillefer, Serge Truffaut (éditorialiste); à l'information politique : Hélène Buzetti et Manon Cornélius (correspondants parlementaires à Ottawa), Tommy Chouinard et Robert Dufresne (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque; Marie-Hélène Alarie (secrétariat à la rédaction); Marlyse Hamelin, Alexandre Shields (commiss); La documentation : Gilles Paré (directeur); Manon Derome, Serge Laplante (Québec), Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING, Jacqueline Avril, Jean de Billy, Marlene Côté, Slavica Bogdanov, Christiane Legault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Paquet, Micheline Ruelland, Nadia Sebati, Mélisande Simard (publicitaires), Laurence Thériault (directrice adjointe), Manon Blanchette, Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Nathalie Zernatti, Michel Bernatchez, Philippe Borne, Johanne Brunet, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Olivier Zuida. INFORMATIQUE, Yanick Martel (responsable). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE, Linda Thériault (responsable service à la clientèle, distribution et tirage), Gisèle Lenard, (coordonnatrice à la promotion et à la sollicitation), Geneviève Duguay, Monique Heures, Lise Lachapelle, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Germain Haecq (contrôleur), Ghislaine Lafleur, Claudette Béliveau (adjointe administratrice), Claudine Chevrier, Chantal Rochon, Danielle Ross.

## LES ACTUALITÉS

### MIRABEL

SUITE DE LA PAGE 1

Présenté comme le projet de siècle en 1967, l'aéroport de Mirabel s'est finalement imposé dans la mémoire collective comme le scandale du siècle. Lorsque le premier ministre Pierre Elliott Trudeau a inauguré les installations en présence de milliers de dignitaires étrangers, hommes d'affaires et politiciens le 14 octobre 1975, il annonçait le début d'une ère de prospérité, mais surtout la fin d'une douloureuse campagne d'expropriation.

Ottawa a chassé 3000 familles (ou 10 000 personnes) sur une superficie de 39 255 hectares pour construire l'aéroport de Mirabel sur les plus productives terres arables du Québec. Le fédéral a réalisé le projet à une époque où démographie se conjugait avec futurologie. Le trafic aérien connaissait une croissance annuelle de 19 % en 1967, et le scénario ne prévoyait nullement la crise du pétrole, les premiers détournements d'avion par des groupuscules terroristes et la récession, qui ont entre autres contribué au ralentissement de l'industrie de l'aviation. Au contraire, Mirabel devait connaître un phénomène d'expansion pour accueillir 40 millions de voyageurs sur une base annuelle en 2000.

En réalité, Mirabel a reçu 2,5 millions de visiteurs lors de sa plus forte année de fréquentation, en 1990. L'aéroport a été érigé sur une superficie de 7080 hectares, soit huit fois moins que prévu. Le fédéral a restitué les terres acquises en excédent à partir de 1984 seulement, plus de 15 ans après la vaste opération d'expropriation qui a semé la dépression, le divorce et le suicide dans les champs autrefois tranquilles de Mirabel.

La population locale garde un pénible souvenir de cette époque qui n'en finit plus de la hanter. Le beau-père de Linda Leblanc a 76 ans. «*Et il lui reste deux ans d'hypothèque sur sa maison qu'il a dû racheter*», dit-elle.

Déguisée en «*D' Love*» pour l'Halloween, Linda Leblanc attendait patiemment des clients, hier au kiosque d'Impark, une compagnie de taxi qui fait la navette entre Mirabel et le centre-ville. Un des chauffeurs dormait sur un banc. L'aéroport accueillait une cinquantaine de vols par semaine, aussi arrivait-il que deux clients seulement se présentent au comptoir d'Impark pendant toute une journée.

Pour Linda Leblanc, native de Saint-Janvier, cette immensité de verre, de béton et de vide contraste avec le Mirabel mouvementé de son adolescence. «*Quand j'avais 15 ou 16 ans, on venait ici pour "tripper". L'aéroport de Mirabel, c'était une bonne place l'hiver pour les jeunes. Il y avait plein de monde, de l'action, des machines à boules*».

Au-delà du choc de l'expropriation, une bonne partie de la population a cru à l'aventure de Mirabel, à la possibilité qu'il devienne la porte d'entrée de l'Amérique du Nord, un aéroport à vocation internationale assorti de deux autoroutes, la 13 et la 50, reliant respectivement Montréal et Ottawa. Rien de tout cela ne s'est avéré. Les autoroutes n'ont jamais été parachées. Les grands transporteurs aériens se sont tournés vers Pearson au détriment de Mirabel. Et le transfert des vols de passagers vers Dorval, annoncé en 1997 par la société Aéroports de Montréal (ADM), a scellé le sort de Mirabel.

«*La fermeture de Mirabel, c'est très humiliant, parce que ça démontre qu'il n'y a pas de place au Québec pour un aéroport international et qu'on est devenu une filiale de Toronto en matière de transport aérien. Et c'est triste de voir que ce sont des politiciens québécois qui ont pris cette décision. C'est une abdication totale*», affirme le maire de Mirabel, Hubert Meilleur.

M. Meilleur veut maintenant éviter que les installations tombent en désuétude. Il s'est notamment rangé derrière un projet de création d'une école internationale de sécurité publique, où des policiers pourraient être formés en matière de lutte au terrorisme. Selon lui, il est impératif de garder l'aérogare en état de marche au cas où les citoyens de Dorval finiraient par se lasser «*d'avoir 800 avions par jour au-dessus de leur tête*» et demanderait la réouverture de Mirabel.

ADM n'a jamais exclu la possibilité qu'il faille relancer un jour les vols avec passagers à Mirabel. La société croit cependant que le problème de saturation de Dorval ne se posera pas avant une trentaine d'années. «*On va revenir ici avant le délai de 30 ans, j'en suis convaincu*», estime M. Meilleur. C'est pour ça qu'il faut que Mirabel soit bien entretenu.

ADM cherche des locataires pour l'aérogare. C'est une question d'argent puisque ces locaux lui occasionneront des pertes annuelles de six à sept millions s'ils restent vides.

La société a reçu huit propositions formelles, et elle en a retenu quatre, a dit hier Christiane Beaulieu, vice-présidente aux affaires publiques chez ADM. Il a été notamment question dans les médias d'une école de pilotage, de studios de cinéma, d'un casino (une idée écartée par ADM) et d'un centre commercial. Mme Beaulieu n'a livré aucune explication sur la nature des projets, si ce n'est pour dire qu'ils appartiennent aux secteurs de l'aéronautique, de l'industrie légère, de la formation et du tourisme récréatif. La décision finale sera prise au printemps.

Dans l'immédiat, 1248 employés convergent ce matin vers Dorval, selon des chiffres fournis par M. Meilleur, tandis que 160 autres se retrouvent au chômage.

Le Devoir

### LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

#### La publicité

Au téléphone (514) 985-3399  
Par télécopieur (514) 985-3390  
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

#### Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344  
Par télécopieur (514) 985-3340  
Par courriel avisdev@ledevoir.com

#### Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur (514) 985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Quebecor World, St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Quebecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division de Corporation San Media, 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépot légal: Bibliothèque nationale du Québec.

### BUSH

SUITE DE LA PAGE 1

Les démocrates reconnaissent eux aussi dans leurs sondages maison un avantage au président sortant.

Mais dans le même temps, un sondage ABC News renvoyait à nouveau les deux candidats coude à coude, avec 49 % pour Bush et 48 % pour Kerry, après avoir accordé une avance plus substantielle au président sortant quelques jours plus tôt.

Quatre sondages publiés hier donnent aussi les deux rivaux à égalité, ceux de American Research Group, Zogby et Washington Post à 48-48, et celui de Fox à 46-46 alors que le Pew Research Center, qui a sondé près de 2000 électeurs bien décidés à aller voter, montre une très légère avance de Bush sur Kerry (48-45).

L'ultime bataille se livre dans les huit à dix États dont le résultat reste pour l'heure imprévisible. A quelques heures du scrutin, chacun des deux candidats, qui arpentent les États indécis, a tenté de récupérer à son compte le retour de «*l'ennemi de l'Amérique*» sur les écrans.

S'invitant par surprise dans la campagne après trois ans de silence, Oussama ben Laden s'est adressé vendredi soir aux électeurs américains dans une nouvelle vidéo reçue par la chaîne arabe al-Jazeera. «*Votre sécurité n'est pas entre les mains de Kerry ou de Bush ou d'al-Qaïda, a-t-il lancé. Votre sécurité est entre vos mains*».

Cette réapparition a donné un nouveau souffle au thème favori de George W. Bush, la guerre contre le terrorisme, sur laquelle le président a axé sa campagne, préférant éviter les sujets sensibles de la guerre en Irak ou de sa gestion de l'économie américaine.

En Floride, le président sortant a enchaîné des discours à Miami, Tampa et Gainesville, avant de retourner à Cincinnati en Ohio.

John Kerry, lui, a commencé par l'Ohio, à Dayton, avant de gagner Manchester dans le New Hampshire, puis la Floride en soirée à Tampa, les confettis de son opposant républicain ayant à peine eu le temps d'être balayés.

Le candidat démocrate à la présidentielle américaine John Kerry a promis hier un «*débordement d'activités*» pour assurer la sécurité des États-Unis, en cas d'élection à la Maison-Blanche.

«*Je vais rendre l'Amérique plus sûre et j'ai certaines mesures très fortes*» à prendre «*rapidement*» pour y parvenir, a déclaré le sénateur du Massachusetts, dans un entretien de 12 minutes à l'AP à bord de son avion de campagne.

En cas de victoire, John Kerry a précisé qu'il commencerait à composer son équipe «*aussi rapidement*» que possible. Au nombre des personnalités mentionnées pour faire partie de son équipe figure l'ancien ambassadeur des États-Unis à l'ONU Richard Holbrooke et le sénateur Joe Biden,

membre de la Commission des affaires étrangères.

Après avoir accusé de nouveau son adversaire d'avoir laissé filer l'ennemi public numéro un, John Kerry est revenu aussi hier sur l'économie et les questions sociales en attaquant le président sortant sur les coupes dans les programmes de formation continue, la couverture de santé et les pertes d'emploi. «*Ce n'est pas tout d'aller à l'église tous les dimanches, de parler de la foi et de professer sa foi*», a-t-il lancé.

Si les deux rivaux labourent inlassablement ces deux États, c'est que, au niveau national, aucun sondage n'arrive à les départager.

Pour conquérir les derniers indécis, les candidats n'ont d'autre option que de concentrer leurs efforts sur les États indécis, en raison du système électoral américain.

En fonction de sa démographie, chaque État dispose d'un certain nombre de grands électeurs, qui désigneront le président. Lorsqu'un candidat arrive en tête dans un État, à deux exceptions près, il rafle la totalité des grands électeurs, même s'il n'a qu'une voix d'avance.

L'Ohio, avec ses 20 grands électeurs, et la Floride, qui en compte 27, deux fiefs gagnés par Bush en 2000, concentrent donc les convoitises, ainsi que les anciens bastions démocrates du nord-est qui aujourd'hui hésitent: Iowa, Wisconsin, Pennsylvanie, Michigan et Minnesota.

Dans le nord de l'Ohio, où les emplois industriels disparaissent, John Kerry parle emploi et santé, mais dans le sud agricole, c'est Bush qui rassemble en parlant de Dieu et de la libre possession d'armes à feu.

A Miami hier, George W. Bush a tenté d'amadouer l'importante minorité cubaine, promettant de «*maintenir la pression pour libérer Cuba*» de Fidel Castro. Traditionnellement républicaine, cette communauté renchérit devant les dernières mesures de la Maison-Blanche limitant les visites familiales dans l'île.

Au niveau national, selon un sondage du *Miami Herald*, 61 % des Hispaniques soutiennent Kerry et 33 % Bush.

Une chose semble sûre, la participation (51,3 % en 2000) devrait être élevée si l'on en croit les longues files d'attente dans les États qui autorisent le vote par anticipation, comme la Floride. Selon les estimations, jusqu'à un électeur sur cinq pourrait avoir voté d'ici mardi.

Un sondage de *Newsweek* révélait cette fin de semaine que deux Américains sur trois jugeaient que ce scrutin était le plus important qu'ils aient connu.

Et cet afflux de nouveaux électeurs constitue une inconnue de plus dans un scrutin aussi serré.

Hier, un dernier baromètre, à la fois très populaire et peu scientifique, a tranché en faveur du candidat démocrate, puisque l'équipe de football américain de Washington DC, les Redskins, a perdu son match face aux Green Bay Packers: Or, depuis 17 élections consécutives (1936), le dernier match des Redskins avant le scrutin a toujours correctement prédit l'élection.

disséminés dans les bureaux de vote. Jusqu'à l'OSCE (Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe) qui viendra «*observer*» l'élection, ce qui n'est pas sans froisser les susceptibilités de beaucoup d'Américains.

#### Test de crédibilité

«*Le système politique américain passe [demain] un test de crédibilité*», affirme M. Goodman, après la «*honte*» ressentie en 2000. «*Ce qu'il faut quand survient un vote serré, c'est que le système puisse le gérer et donner aux gens l'assurance que leur vote compte et a été compté. Cette assurance ne leur a pas été donnée il y a quatre ans*». Il fallait donc absolument qu'en Floride, dit l'expert, on rénove le système électoral en remplaçant les vieux bulletins de vote à poinçon par des machines électroniques. Pour autant, «*cela risque de faire croire à certains que des machines modernes suppléent à l'absence de culture démocratique*».

Pour rendre sa crédibilité au système, dit encore M. Goodman, il faudra également un jour que le pays en finisse avec cette «*religieuse*» que constitue le collège électoral. «*Voici une situation où tu peux gagner le vote populaire mais perdre l'élection au compte des grands électeurs. Quelque chose de terrible s'est produit et on n'a rien fait depuis quatre ans pour corriger le problème*».

Ken Goodman, qui votera John Kerry moins par approbation du sénateur que par désaccord profond avec M. Bush, veut néanmoins croire que le fiasco de 2000 et les événements des dernières années ont secoué durablement la « *paresse et le cynisme*» des Américains par rapport au processus démocratique, en leur faisant prendre conscience de l'importance du politique et de la valeur fondamentale du vote secret. Même si Bush gagne. «*Ce qui fait que l'une des choses à surveiller le 2 novembre sera non seulement de voir qui a gagné, mais combien de gens seront allés voter. Si le taux de participation ne bat pas des records, je trouverai cela très déprimant*».

La forte participation des électeurs du sud de la Floride au vote par anticipation, qui s'est étalé sur les deux dernières semaines, tend à le rassurer: près du tiers des électeurs inscrits, soit 600 000 personnes,

on l'avouera: seul Vallières, parmi les Caroline Néron, Garou et Phénomia, était menacé.

L'ADISQ aura également réparé hier de belle façon l'outrage fait à Ben Charest par l'industrie québécoise du cinéma, qui l'avait carrément ignoré à son gala: non seulement a-t-on signalé par un Félix l'excellence déjà mondialement reconnue de la bande sonore originale du film *Les Triplets de Belleville*, mais on a bombardé le grand gaillard «*révélation de l'année*», ce qui n'est que justice. Jamais passage de l'obscurité à la lumière ne fut plus fulgurant.

Marie-Elaine Thibert, elle, a récolté ce que l'énorme machine à vedettes des Productions J et la non moins tentaculaire machine médiatique de l'empire Québec venant semé: le Félix éternisant l'album le mieux vendu, comme de raison, mais aussi le Félix de l'interprète féminine de l'année, dont le vote est comptabilisé à partir de bulletins remplis par le grand public. Victoire du plus grand nombre qui met fin (momentanément, du moins) au règne d'Isabelle Boulay: il faut dire qu'on a peu vu la Gaspésienne durant la période d'éligibilité (du 1<sup>er</sup> juin 2003 au 31 mai 2004). Chez les interprètes masculins, c'est le chanteur québécois d'origine rwandaise Corneille — déjà déclaré «*artiste s'étant le plus illustré hors Québec*» lors du gala hors d'ondes — que le peuple a élu, devant Desjardins comme Shock: il a aussi été préféré aux Dumas, Yann Perreau, Nicola Ciccone et Daniel Boucher. Le récipiendaire du Félix de la chanson populaire de l'année, déterminé par vote téléphonique ou par Internet durant le gala, n'était pas connu au moment d'écrire ces lignes.

Sans réelle compétition en l'absence du groupe-phonème Les Trois Accords (le quintette est membre en règle de l'ADISQ depuis le 20 septembre seulement), les Cowboys fringants ont été reconduits «*groupe de l'année*»: le vrai match aura lieu l'an prochain, se disait-on hier. Au moins les Denis Drollet, également en lice, ont-ils dû se contenter du Félix les concernant véritablement, celui du «*spectacle de l'année — humour*». Le Félix du spectacle de l'année — interprète est revenu à «*Don Juan, un spectacle musical de Félix Gray*», s'ajoutant au trophée remis hors d'ondes au metteur en scène Gilles Maheu.

À chaque fois qu'ils ont gagné, le président sortant l'a emporté, et le contraire s'est vérifié.

Agence France-Presse et Associated Press

### Les «surprises» d'octobre

Washington — La réapparition d'Oussama ben Laden sur les écrans de télévision du monde entier et la disparition d'un stock d'explosifs en Irak sont les seules «*surprises d'octobre*» qui pourraient peser cette année sur l'élection présidentielle américaine.

Définie par le dictionnaire d'anglais Oxford comme «*un acte ou un discours politique inattendu effectué juste avant une élection en novembre afin d'essayer de remporter des votes*», la «*surprise d'octobre*» fleurit tous les quatre ans aux États-Unis, l'élection présidentielle ayant lieu depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle au début de novembre.

Le président George W. Bush y a déjà goûté il y a quatre ans. «*La nouvelle qui a vraiment permis au candidat démocrate Al Gore de resserrer l'écart dans les sondages avec George W. Bush fut la découverte que son rival avait été arrêté en 1976 dans le Maine au volant de sa voiture alors qu'il était sous l'influence de l'alcool*», a rappelé à l'AFP Elaine Kamarck, professeure à Harvard et ancienne conseillère d'Al Gore.

Cette information a dissuadé certains chrétiens évangélistes d'aller voter pour lui, estime-t-elle. Pour John Hulsman, de la Fondation Heritage à Washington, il suffit d'un événement affectant un ou deux pour cent de la population pour faire basculer un scrutin serré.

Exemple: l'élection de 1968, où Richard Nixon faisait face au vice-président démocrate Hubert Humphrey. Cinq jours avant le vote, le 31 octobre, le président Lyndon Johnson annonce la suspension des bombardements aériens au Nord-Vietnam, liée aux négociations de paix en cours à Paris.

Les sondages d'Humphrey font un bond en flèche avant de redescendre aussi vite après le refus de négocier du gouvernement sud-vietnamien. Et Nixon gagne sur le fil du rasoir. «*1968 est un très bon exemple: dans le dernier mois de la campagne, Humphrey arrive de nulle part pour effrayer Nixon, [Johnson] lui donne un coup de main, et les Sud-Vietnamiens lui sabotent son effort*», souligne M. Hulsman.

En 1980, le camp Reagan craignait la fin de la crise des otages américains en Iran, dans laquelle était enclavé le président démocrate sortant Jimmy Carter. Et la crise de Suez avait pris le président sortant républicain Dwight Eisenhower par surprise en 1956.

En 2004, certains démocrates craignaient que la «*surprise d'octobre*» ne soit l'arrestation d'Oussama ben Laden. — AFP

### VOTER

SUITE DE LA PAGE 1

le résultat, qui pourrait d'ailleurs ne pas être connu de façon définitive avant plusieurs jours. Six Américains sur dix s'attendent à revoir l'extrême confusion qui a marqué l'élection de Bush en 2000. Les partis républicain et démocrate ont délégué des bataillons de milliers d'avocats pour surveiller le déroulement du scrutin. Dans le seul État de la Floride, qui fut il y a quatre ans au cœur de l'embrouillamini électoral, 2000 avocats sont sur le pied de guerre pour le compte des démocrates. Une blague court à Washington: «*Quelle est la recette pour remporter la présidentielle? Cinquante et un pour cent des électeurs — ou 51 % des avocats?*»

Le dernier droit a du reste donné lieu à un affrontement plus judiciaire que politique. Suivant d'intenses campagnes d'enregistrement et de mobilisation menées par les deux partis, mais aussi par de nombreuses organisations de défense des droits civiques, 15 millions d'Américains, dont 1,5 en Floride, sont nouvellement inscrits sur les listes électorales dans un pays d'environ 200 millions d'adultes en âge de voter. Ainsi, des accusations d'irrégularité ont été semées à tout vent ces dernières semaines devant les tribunaux de l'Ohio, de la Floride, de l'Iowa et de huit autres États sur la validité de milliers d'inscriptions. «*Il y aura beaucoup de fraude dans les bureaux de vote*», n'hésite pas à dire George Wilson, sociologue à l'université de Miami.

Politiquement, les électeurs sont assis sur leurs positions, écrivait hier *The New York Times*, et le facteur Oussama ben Laden, qui a fait une sortie vidéo vendredi sur les ondes d'al-Jazeera, semble ne rien changer aux intentions de vote.

Le scrutin se déroulera sur fond de déferlement d'observateurs américains et internationaux. «*Jamais une élection n'aura été aussi surveillée dans l'histoire récente du pays*», souligne Doug Chaplin, directeur de l'organisation non partisane Electiononline.org. Des organisations comme Global Exchange et Election Protection auront des milliers d'observateurs

### DESJARDINS

SUITE DE LA PAGE 1

Il a fallu une rare unanimité chez les membres votants de l'ADISQ pour compenser.

Le choix s'imposait sans disproportion pour le Félix de l'auteur ou compositeur de l'année: c'est un jury spécialisé qui a distingué Desjardins parmi les très méritaires Ben Charest, Lhasa de Sela, Kate & Anna McGarrigle et Steffie Shock. Même logique imparable de la qualité supérieure pour le «*spectacle de l'année — auteur-compositeur-interprète*»: tous valables, les spectacles des Jean Leloup, Cowboys fringants, Steffie Shock et Andrée Watters n'étaient tout simplement pas dans la même ligue, et l'industrie en a convenu. On devait bien l'admettre, *Kanasuta* est l'œuvre la plus forte et aboutie de Richard Desjardins depuis *Tu m'aimes-tu*: déjà, au gala hors d'ondes de lundi dernier, les Félix récompensant Bernard Grenon pour la sono du spectacle de *Kanasuta*, ainsi que Patrice Desbiens et Desjardins lui-même pour les textes d'enchaînement du même spectacle, annonçaient la couleur. Il y a Desjardins et il y a les autres.

Les autres? Grand perdant de cette soirée animée par Guy A. Lepage et diffusée sur les ondes de Radio-Canada à partir du théâtre Saint-Denis, Steffie Shock s'est retrouvé carrément dans le décor (comme dans *Le Décor*, titre de son deuxième album, jeu de mots gratuit, ne me remerciez pas). Parti en première ligne avec huit nominations, le chéri des branches ne sera reparti qu'avec le seul Félix de l'album de l'année — pop-rock. Deux si l'on compte le Félix décerné à Pyer Desrochers au hors d'ondes pour la conception d'éclairage. «*C'est quand même moi qui lui ai dit quoi faire*», avait déclaré le cher Steffie en ramassant la statuette de son collaborateur. À l'opposé, belle surprise et victoire remarquée, c'est l'album *AW* d'Andrée Watters qui s'est mérité le Félix de l'album de l'année — rock, laissant dans son sillage les disques des Daniel Boucher, Dumas, Leloup et Kaïn. Catégorie nettement plus relevée que celle de Shock,

sont déjà allés voter dans les grands comtés de Miami-Dade et Broward. Mais si les Américains sont attendus en nombre inhabituellement élevé demain aux urnes (le taux de participation devrait dépasser les 60 %), beaucoup d'autres, en revanche, ne s'y rendront tout simplement pas, doutant de la pertinence d'exercer leur droit de vote malgré l'ampleur des enjeux.

A quoi bon voter? Prenez Eduardo Carter, un jeune homme de 24 ans de Coral Springs, situé près de Fort Lauderdale. Il est responsable de gestion dans des cliniques médicales et la présidentielle le laisse assez indifférent. Pour la simple raison qu'il ne voit guère en quoi les lointaines classes politiques, s'affrontant le plus souvent par mitraillages de publicités négatives, ont un impact sur son existence. «*Je ne me sens interpellé ni par Bush ni par Kerry*», dit-il. La gérante d'un restaurant français dans le chic quartier miamien de Coral Gables nous dira sensiblement la même chose: «*Je pencherais peut-être pour Bush mais, vous savez, je ne suis pas très politisée*».

#### Microcosme des États-Unis

La Floride compte 17 millions d'habitants. Elle est, avec le Nouveau-Mexique, l'Iowa, le Wisconsin, le Michigan et l'Ohio, l'un des six États où les résultats électoraux s'annoncent extrêmement serrés.

Les Latinos sont en Floride un peu plus de trois millions, les Noirs quelque 2,5 millions. Un État marqué par les clivages ethniques où la communauté noire, particulièrement marginalisée, s'est fait damer le pion par l'arrivée massive des hispanophones à partir des années 1960. «*Dans la communauté noire [qui vote démocrate], les gens ne peuvent pas toujours articuler leur colère, mais ils constatent la négligence dont ils sont victimes*», explique Bradford Brown, président local de la NAACP, la grande organisation américaine de défense des Noirs.

«*L'éthnicité filtre la démocratie en Floride*», affirme catégoriquement le sociologue George Wilson, selon lequel les Américains ont tout intérêt à s'intéresser de très près à l'évolution sociale de cet État. Car, selon lui, «*la Floride est le microcosme de ce que seront les États-Unis dans l'avenir. Les tensions sont vives et cela est très inquiétant*».

Par ailleurs, l'annuel Félix-hommage a été remis à Michel Rivard pour l'ensemble de son œuvre. Œuvre d'une rare constance, menée par l'amour de la musique, des rencontres avec d'autres artistes et, de manière générale, du travail bien fait. C'était l'année idoine pour une telle distinction: il y a très exactement 30 ans cette année paraissait le premier album de Beau Dommage.

On n'aura distribué en tout et pour tout qu'une quinzaine de statuette durant cette soirée qui, faut-il le rappeler, se veut d'abord une vitrine promotionnelle: place était donnée prioritairement aux performances d'artistes jeunes ou émergents, dont Corneille, Lhasa de Sela, Dumas, Steffie Shock, Marie-Elaine Thibert et Andrée Watters. Comme d'habitude, les autres gagnants de Félix — 41 au total — n'auront connu que la relative intimité du gala hors d'ondes. C'est en effet sur la scène du Spectrum que l'on a reconnu lui-même le labeur des Coral Egan («*artiste québécois s'étant le plus illustré dans une autre langue que le français*»), Polémil Bazar («*album de l'année — alternatif*»), Jorane («*album de l'année — folk contemporain*»), Alain Lefèvre et l'Orchestre symphonique de Québec («*album de l'année — classique/orchestre et grand ensemble*»), James Ehnes et Eduard Laurel («*album de l'année — classique/soliste et petit ensemble*»), Loco Locass («*album de l'année — hip-hop*»), Les Grandes Gueules («*album de l'année — humour*»), Similia («*album de l'année — instrumental*»), les François Bourassa Quartet («*album de l'année — jazz*»), Shilvi («*album de l'année — jeunesse*»), «*site Internet de l'année*»), Lhasa de Sela («*album de l'année — musiques du monde*»), Daniel Bélanger («*album de l'année — musique électronique ou techno*»), La Bottine souriante («*album de l'année — traditionnel*»), ainsi que les efforts d'une petite armée de producteurs, techniciens, agents de promotion et autres relationnistes.

Au nombre, mentionnons au moins La Compagnie Larivée Cabot Champagne / La Tribu: avec quatre Félix, cette équipe de production, de gérance et d'édition est l'actuelle locomotive de l'industrie, ce qui n'est pas rien en ces temps incertains. On aurait presque pu le dire à la télé.